

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 36 (1150) 18 septembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

Dutroux

Que cache la gendarmerie ?



2 - 3

Julie, Mélissa :
les parents
s'organisent

6 - 7

Cools : les questions
auxquelles
on ne répond pas

9 - 20

Numéro spécial
étudiants :
serve the people



Gino Russo, le père de Mélissa.

Le deuxième combat

Herwig Lerouge

Lors d'une conférence de presse émouvante, ce vendredi 13, les parents de Julie et Mélissa ont réuni à Liège tous les parents d'enfants disparus du pays.

Ils étaient venus de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie. Originaires d'Italie, du Maroc, de Turquie ou de Belgique. Les ravisseurs d'enfants ne font pas la distinction, les parents non plus.

Nous avons appris comment les parents de Julie et Mélissa comptent poursuivre le combat.

Les parents peuvent enfin parler

Les parents des enfants disparus s'organisent pour poursuivre le combat

«Le combat des parents continue pour obtenir des réponses, pour obtenir la vérité, pour maintenir et étendre la vigilance, pour modifier les structures et les mentalités, afin que plus jamais ce qui est arrivé ne se reproduise.»

C'est par ces mots que Carine Russo, la maman de Mélissa, a annoncé les enjeux du deuxième combat que mènent les parents des enfants disparus...

Formation d'une Association des parents de Julie et Mélissa

Les parents de Julie et Mélissa ont annoncé la formation prochaine de «L'Association des parents de Julie et Mélissa». Nous publions sur la page suivante les objectifs de l'Association. Mais les parents ont surtout voulu donner la parole à tous les parents d'enfants disparus, eux aussi trop longtemps laissés dans l'oubli.

Nous avons tous la même révolte, la même colère

Louisa Lejeune, la maman de Julie : «C'est parce que nous avons la même révolte, la même colère, la même impression de n'avoir pas été écoutés pendant des mois, et certains pendant des années, que nous nous sentons solidaires et que nous les avons invités à cette conférence de presse.»

Nous leur donnons la parole dans ces deux pages, car leur lutte est véritablement exemplaire...

Nota Bene : Les parents d'Eefje Lambrecks, 19 ans*, enlevée avec An, le 22 août 1995, d'Inge Breugelmans, 14 ans, enlevée le 30 décembre 1991 (Wuustwezel), de Kim et de Ken Heyman, enlevés le 4 janvier 1994 (Anvers), de Sabine Dardenne, 12 ans, enlevée le 28 mai 1995 (Kain) et retrouvée vivante, étaient excusés ou sont venus plus tard.

* L'âge des enfants est celui au moment de leur enlèvement.



Paul Marchal, père d'An (+), 17 ans, enlevée avec Eefje, le 22 août 1995 : «Enfin nous avons le droit à la parole en tant que parents dupés.

Il était temps que ce droit nous soit accordé dans notre pays. Nous voulons poursuivre la lutte contre l'injustice, surtout à l'égard des enfants, contre le système défaillant en Belgique, le caractère inhumain des institutions, pour mieux protéger les enfants, surtout contre la pédophilie et d'autres formes d'abus.»



Le père de Nathalie Geijsbregts, 10 ans, enlevée le 28 février 1991, (Bertem-Leefdaal).

Il a tenu à mettre l'opinion en garde contre un danger, celui que les clients et les mandataires de Dutroux échappent à leur punition :

«Faites attention à ce que vous écrivez dans la presse. Soyez corrects.

Certains qui sont encore en liberté peuvent utiliser ce que vous écrivez pour dissimuler des preuves.»



La maman d'Élisabeth Brichet, 12 ans, enlevée le 20 décembre 1989 (Saint-Servais) :

«Je me sens très proche des parents de Julie et Mélissa et de tous les autres parents.

Nous sommes ici avec des représentants de toutes les communautés de la Belgique. C'est très important.

Nous devons nous mettre tous ensemble pour lutter afin que ce qui s'est passé ne se reproduise plus jamais.»

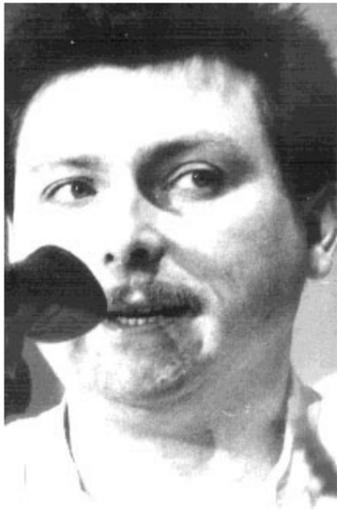


Les parents de Sylvie Carlin, 19 ans, enlevée le 15 décembre 1994 : «Depuis 21 mois, nous sommes dans la plus totale ignorance sur le déroulement de l'enquête.

Jamais il n'y a de réponses à nos questions. C'est très dur à vivre...

Il a fallu les découvertes macabres à Sars pour que l'on veuille prendre en compte la disparition de Sylvie.

Ne pourrait-on pas à l'avenir tenir compte de l'avis des parents ? Ne sont-ils pas les mieux placés pour juger de leur enfant ?



Le père de Liam Van Den Branden, 3 ans, qui avait été enlevé le 3 mai 1996 à Malines et est toujours disparu :

«Au-delà de la frontière linguistique, j'insiste pour une grande solidarité.

Nous ne devons pas baisser les bras ou fuir le problème.»



Le frère de Gevrije Kavas, 6 ans, enlevé le 6 février 1985 (Molenbeek) :

«Cela fait déjà plus de 11 ans que mon frère a disparu, mais cela reste toujours aussi difficile à supporter. Mais je suis très heureux de pouvoir être ici aujourd'hui.»



Louisa Lejeune, la maman de Julie (+), 8 ans, enlevée le 24 juin 1995 : «Nous appelons chacun dans sa région, dans son entreprise, dans son école, dans son quartier... à prendre contact avec les familles et les parents de victimes d'enfants disparus, enlevés ou assassinés.»



La soeur de Loubna Ben Aïssa, 9 ans, enlevée le 5 août 1992 (Bruxelles) : «Je remercie toutes les personnes qui nous envoient un petit mot, de toute la Belgique. Les familles des enfants disparus forment une grande famille, unie dans la douleur et dans la recherche de la vérité.»

Rendre les enquêtes publiques

Les revendications prioritaires des parents

Les parents de Julie et Mélissa et leur Comité de soutien créent "L'association des parents de Julie et Mélissa".

Carine Russo en précise les objectifs. «Pour nous, il s'agit de faire aboutir les promesses que nous avons faites à nos filles le dimanche 18 août. Nous voulons préserver la mémoire et le symbole de Julie et Mélissa et répondre à l'attente des enfants "Préparez-nous un monde meilleur". Nous voulons que le gouvernement accorde à la Justice les moyens de sa mission, que l'institution judiciaire soit capable de se réformer, de s'autocritiquer, de reconnaître ses lacunes et de s'humaniser en collant à la réalité des victimes et des parents, que la société ouvre enfin les yeux sur les véritables enjeux de la pédophilie, que chaque enfant puisse vivre en sécurité dans notre pays, et nos deux petites filles seront toujours vivantes. Nous continuerons par toute action adéquate à changer les mentalités de l'institution judiciaire et policière selon au moins trois priorités : priorité à l'enfant en danger, priorité de la part de la Justice au dialogue, à l'information et à la collaboration avec les parents des victimes, priorité aux changements de mentalités et de structures... Nous sommes convaincus que le système actuel ne changera pas s'il n'y a pas de pression continue de tous ceux qui nous ont apporté leur solidarité».

Accès au dossier

Carine Russo : «Nous voulons une réponse aux 58 questions que nous avons posées le 23 juin. Prioritairement, nous continuons à demander l'accès à l'intégralité du dossier d'instruction qui concerne l'enquête effectuée sur l'enlèvement, la

mort et l'identification de nos deux filles Julie et Mélissa... L'accès au dossier pendant l'enquête aurait permis aux parents de participer à celle-ci et peut-être... de retrouver Julie et Mélissa, car nous étions vigilants là où les enquêteurs s'engluaient dans la routine des enquêtes classiques, où l'on finit simplement par attendre l'élément chance ou l'indice déclenchant. Nous devons obtenir la possibilité de contrôler que tout a bien été fait pour retrouver nos filles tant qu'elles étaient encore en vie. Ce sera pour nous une occasion de tester le véritable droit des victimes par rapport aux promesses. Trop souvent, nous nous sommes trouvés devant des promesses non tenues, par le Procureur général de l'époque, Monsieur Giet, ou des fins de non recevoir de la Juge d'instruction, Madame Doutrewe, nous disant qu'elle n'avait de compte à rendre à personne. Et bien si, nous pensons que la Justice est au service de la société et des citoyens et que la justice a des comptes à rendre, notamment aux victimes. En bonne et saine démocratie, tout pouvoir, fut-il judiciaire, doit permettre la transparence et être contrôlé. Nous voulons contribuer à l'élaboration d'un droit des victimes : droit d'information à tous les stades de l'enquête, droit des parents des victimes d'identifier eux-mêmes les corps de leurs enfants, droit élémentaire et nécessaire à tout parent pour qui la certitude absolue est une condition au travail de deuil.»

Rendre publique l'enquête sur l'enquête

Carine Russo : «Nous nous étonnons de ce que ce soit le Procureur général de Liège qui soit appelée à

faire un rapport sur l'enquête d'une juridiction liégeoise. Dans le climat actuel, ne fallait-il pas confier cette enquête à un haut magistrat extérieur au Parquet Général de Liège ?

Nous demandons que les termes précis des demandes formulées par le ministre de la Justice à Madame le Procureur général Anne Thily auprès de la Cour d'appel de Liège, à Monsieur le Commandant de la gendarmerie De Ridder et à Monsieur le Procureur Général Jacques Velu auprès de la Cour de cassation soient rendus publics et que dans la suite, les rapports de ces trois personnalités soient également rendus publics dans leur intégralité.»

L'association ne regroupera pas l'ensemble des parents de victimes disparues, enlevées ou assassinées. Carine Russo : «Nous leur proposons de créer là où ils vivent des associations avec lesquelles nous établirons des liens de solidarité. Nous les aiderons à créer ces associations et nous veillerons à ce qu'ils puissent bénéficier d'une aide financière par laquelle nous redistribuerons l'aide que nous recevons nous-mêmes. Nous créerons des liens de solidarité entre toutes nos associations de parents victimes et peut-être même créerons-nous ensemble une fédération d'associations de parents victimes.»

Gino Russo a demandé encore un peu de patience : «Laissez-nous le temps de nous organiser. Nous vous communiquerons ultérieurement la meilleure façon de nous aider et d'aider d'autres parents de victimes. Dans quelques jours, nous aurons un local où nous pourrions établir une permanence téléphonique et un secrétariat. Nous vous communiquerons un numéro de téléphone et de fax.»

Appel de Carine Russo, la maman de Mélissa

Il est trop tôt pour conspuer Dutroux, trop tard pour prendre en compte la psychologie des victimes, trop tard pour rendre confiance en la Justice belge.

Il reste bien trop de victimes laissées dans l'isolement, dans le silence, dans le mépris.

Si la mort de Julie et Mélissa, d'An et Eefje, a fait pleurer et se lever une population entière, c'est qu'elles représentent pour tout un peuple, trop longtemps réduit au silence, un symbole de la souffrance, tout ce qui a été trop longtemps oublié dans cette société qu'on ose encore appeler démocratique. Elles représentent un espoir d'envol vers un autre monde, un monde meilleur. Aujourd'hui, nous, les parents de Julie et Mélissa, nous portons cette immense responsabilité de ne plus jamais laisser oublier, de refuser qu'on nous endorme à nouveau avec des promesses jamais tenues, des propositions de loi qui traînent dans les tiroirs, des débats parlementaires qui ne mènent à rien, montagnes accouchant invariablement de souris, un discours juridique complexifié à l'extrême afin de mieux duper l'immense majorité des gens simples, des gens sains.



Notre mission première est de refuser que de léniants discours ou, pire, un nouveau silence ne couvre la colère qui gronde. Jamais nous ne cautionnerons les extrémismes qui hurlent, nous laissant déjà entrevoir un monde terrifiant dont certains se souviennent encore aujourd'hui avec autant d'horreur que d'acuité. Mais nous ne cautionnerons plus

jamais, non plus, un système dont l'obstination à couvrir la douleur des petits qu'on ne veut pas entendre crier dans les caves, est bien trop suspecte que pour ne pas y voir une volonté délibérée de maintenir un état de fausse démocratie. Entre dictature et démocratie, quelle différence, si ce n'est l'hypocrisie ?

Suite aux affaires, la Justice a procédé à quelques spectaculaires arrestations. Et déjà on entend dire que finalement le monde de la truanderie est un petit monde. Comme si tout était déjà résolu... Je dis non, non, non et non ! On est loin d'en avoir fini avec le monde de la truanderie.

On est loin d'avoir extirpé la racine du mal !

Il y a encore maintenant, pendant que l'on tente de faire aboutir trop sommairement de graves enquêtes policières dont le non-aboutissement devenait trop inquiétant, des enfants qui n'osent pas crier et qui souffrent à n'en plus finir.

Des enfants qu'il est urgent de sauver avant que, comme pour Julie et Mélissa, il ne soit trop tard ! Au nom de Julie et Mélissa, n'oublions pas les autres.



Besoin de vérité...

Plutôt cinq mille fois 100 F

Gino Russo : «Dans un premier temps, nous avons besoin de toute notre liberté, par rapport à la Région wallonne, la Communauté française, l'Etat... Notre indépendance sera totale. Je préfère m'adresser à la population. Je préfère avoir cinq mille fois 100 francs de la population

que 500.000 francs de la Région wallonne. La population a besoin de participer. Ce n'est pas en allant chercher des sous à l'Etat que nous allons représenter cette population. Comment voulez-vous que nous mettions la pression sur des personnes qui nous aident financièrement ?»

La force d'aller jusqu'au bout

Gino Russo : «Par nos actions nous avons déjà démolé beaucoup de façades. Tout le monde peut voir maintenant ce qu'il y a derrière ces façades, judiciaires, politiques et autres. Maintenant c'est à eux de remettre de l'ordre dans leur maison. S'ils n'en sont pas capables, nous leur donnerons des idées... L'amour de nos enfants nous a donné beaucoup de force. Je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas capables d'assumer demain le poids qui est sur nos épaules. Il nous suffit de penser à Julie et Mélissa pour pouvoir continuer.»

Carine Russo : «Nous n'avons jamais été seuls. Nous nous sommes sentis seuls face à l'appareil judiciaire, mais n'étions pas seuls pour faire connaître la disparition de Julie et Mélissa, pour poser des questions, pour interpellier. Et ce n'est parce que nos enfants ne sont plus là que toutes ces personnes ne sont plus avec nous.»

La maman d'Elisabeth Bricchet : «Nous sommes le début d'une vague. Cette vague va déferler et elle va tout nettoyer.»

Carolos d'abord !

Jean-Claude Van Cauwenbergh, bourgmestre en congé de Charleroi : «Dutroux n'est d'ailleurs pas un enfant du pays mais un Bruxellois d'origine. Il n'a aucun point commun avec le Carolo, volontiers frondeur et rouscailleux, mais surtout solidaire et en tout cas attentif aux enfants.»

Ceci est du racisme. Van Cau insinue que les Bruxellois aimeraient moins les enfants ? Tout ce nationalisme détourne l'attention du vrai problème. Van Cau ferait mieux d'analyser ce qu'a fait sa police. La preuve...

Albert Clément de Marcinelle, père d'une fille de six ans, violée en avril dernier «Cet odieux personnage, père de famille en plus, s'était même livré à des attouchements se terminant par la pénétration. Il y avait donc viol. En échange, ce salopard lui proposait des bonbons. D'après mes informations, d'autres enfants ont été victimes du même individu. Avec ma petite fille, je me suis rendu à l'hôtel de police de Charleroi. Là, ma petite a tout

expliqué. J'ai demandé s'il y aurait confrontation. On m'a répondu qu'il fallait attendre, qu'il fallait enquêter et que le magistrat, qui a ces problèmes en charge, était en congé. donc, à ce stade-là, c'était la parole de ma petite fille contre celle d'un gros dégueulasse qu'on laissait en liberté et qui pouvait donc continuer à faire mal aux enfants. Ca n'a pas traîné. J'ai été le trouver... une sorte de bête de deux mètres et de 120 kilos. J'étais avec mes deux frères. On l'a traîné dehors et je lui ai cassé la gueule, il pissait le sang. On l'a embarqué dans ma voiture. Et on l'a conduit au poste de police pour expliquer son état aux policiers; il a affirmé qu'il venait de tomber... sur ma voiture. Il a nié les faits malgré les affirmations de ma petite fille. Et c'est à moi qu'on a fait la leçon... que je ne devais pas me conduire comme ça, qu'il fallait être patient, l'enquête, etc. Et le pire c'est que, aujourd'hui, cet ignoble individu est toujours en liberté !» (La Nouvelle Gazette, in Dimanche matin, 8.9)

EDITORIAL

Comportements pervers et chasse aux profits

Jo Cottenier

Après une longue méditation, Jean-Luc Dehaene a enfin commenté l'affaire Dutroux : « Si on peut tout acheter avec de l'argent et si la chasse aux profits devient le seul mobile, alors on crée un monde où ce genre de comportements pervers est permis et où la personne humaine n'est plus la valeur suprême de la société. »

Sur cette profonde parole, Dehaene est passé à l'ordre du jour : tout faire pour favoriser la chasse aux profits des patrons. Car tel est le principe de base du budget 99, de la norme bloquant les salaires et de la réforme de la Sécu. Pour octobre, Dehaene veut avoir préparé son Plan global, mais les grandes lignes sont déjà claires / D'abord, une norme salaire avec au maximum une "marge de négociation" d'1% pour chacune des deux années à venir. Cela revient à bloquer les salaires. Car la non-indexation des échelles fiscales détruit déjà une grande partie de cette marge salariale. Entre temps, le rapport des "experts" montre que les salaires ont augmenté moins lentement (3,7%) que ceux des trois pays voisins qui servent de références.

Deuxièmement, le budget prévoit d'économiser cent milliards. Dont 45 dans la Sécu (15 dans l'assurance-maladie, 30 dans les autres secteurs). Les attaques les plus graves viseront les pensions. PS et SP cherchent déjà fébrilement comment faire avaler l'allongement à 60 ans de l'âge de la pension des femmes. Ce serait en améliorant un peu l'accès à la pension minimum et le sort des temps partiels (touchant tous deux surtout les femmes). Par de tels trucs hypocrites, ils veulent cacher le fait qu'ils exécutent la politique du patronat. Celui-ci refuse de continuer à payer les pensions et pousse à les privatiser. De la même manière, ils amputeront les allocations familiales de dix milliards et le chômage, mesures qu'ils "compenseront" par quelques mesurées fiscales concernant l'immobilier, les loyers et les voitures de société. "Chacun contribue", prétendent-ils.

Jadis, PS et SP ont réussi à faire oublier Agusta grâce au slogan électoral "défense de la Sécu". Jadis, beaucoup ont cru que ces partis seraient un meilleur rempart contre la droite. Qui peut encore le prétendre aujourd'hui ? La chasse aux profits des profits, traduite en normes de Maestricht et position concurrentielle, c'est la seule Bible de ces partis. Pas étonnant qu'ils deviennent aussi corrompus que leurs mandataires patronaux, comme le montrent les affaires Cools et Agusta.

La conclusion est claire : agissez avec le PTB !

Le loup et les deux agneaux

Jan Willems, journaliste à Panorama, à propos de la gendarmerie

«La gendarmerie aspire à travailler de manière autonome», déclare Jan Willems. Mais comment son travail a-t-il été organisé lors de l'affaire Dutroux ? Quelles ont été ses relations avec les autres instances de recherche ? De quels moyens de contrôle sur les données récoltées dispose-t-on ?

Michel Mommerency

Quel a été le rôle de la gendarmerie dans l'enquête sur l'affaire Dutroux ?

Jan Willems. De telles enquêtes se font dans le cadre de ce que la gendarmerie appelle "le travail pro-actif". La gendarmerie a toujours aspiré à travailler de la manière la plus autonome possible.

D'une part, elle reçoit des missions dans le cadre d'une enquête criminelle, sous l'autorité d'un magistrat, d'autre part elle collecte des informations de son côté. Il est difficile de définir le concept de "travail pro-actif" et tout ce qu'il peut recouvrir. L'affaire François, par exemple, illustre parfaitement l'ambiguïté de la frontière entre "infiltration" dans le milieu et "complicité" dans le trafic de drogue...

La gendarmerie collecte donc des informations pour son propre compte. Communique-t-elle à la police judiciaire les informations dont elle disposait dans l'affaire Dutroux ?

Jan Willems. Le 4 septembre 1995, la Cellule nationale Disparitions était créée dans le cadre du Bureau central de recherches (BCR) de la gendarmerie. Ce Bureau constitue la mémoire de la gendarmerie : il possède et coordonne toute l'information importante ou secondaire qu'elle rassemble. Il est l'outil de l'état-major central qui y a accès.

Le 30 août 1996, le ministre de la Justice déclarait : « Le BCR assure la coordination, le soutien, et l'expertise en matière de disparition de personnes, au profit de tous les services de police. » Le ministre parle de "tous" les services de police, ce qui, manifestement, n'a pas été le cas dans cette affaire.

Il y a eu des réunions du BCR qui n'incluaient que des gendarmes impliqués dans l'enquête sur les disparitions d'enfants. Or la collaboration entre les



La population, présente massivement aux obsèques des enfants soutient les parents dans leur demande de vérité et de condamnation de ceux qui protègent les réseaux criminels. Ce deuxième combat devra s'orienter contre la toute puissance de la gendarmerie, qui savait tout depuis 1993.

différents services de police suppose que l'information parvient à tous les services et pas seulement à la gendarmerie. Le BCR aurait dû avoir sa place au sein du Service général d'appui policier (SGAP), un service créé en 1994 pour servir d'organe de coordination logistique aux trois services de police (gendarmerie, police communale et police judiciaire). A la tête de ce service : un colonel de gendarmerie.

Dans le magazine Politeia (septembre 1994), deux criminologues écrivaient : « Dès la création du service, la gendarmerie a bénéficié d'un traitement de faveur.

L'image du loup enfermé avec deux agneaux (la police judiciaire et la police communale) dont un boiteux peut presque être considérée comme une hypothèse sur la réussite du SGAP. » La police judiciaire, avec sa structure décentralisée, son nombre réduit d'agents (1.352 agents de la PJ pour 16.658 gendarmes), et ses moyens financiers limités, ne peut pas fonctionner comme un partenaire à part entière au sein du SGAP.

Cela vaut aussi pour la police communale tout aussi morcelée. Les auteurs arrivent aussi à la constatation que la police

judiciaire a dû céder de nombreuses missions au SGAP.

La direction du parti socialiste flamand (SP) a joué ici un rôle décisif. Le commandant en chef de la gendarmerie, Willy De Ridder, a travaillé un temps au SEVI, le service d'études du SP. Il a aussi été aperçu à un meeting électoral de l'ancien ministre SP De Wulf.

La gendarmerie fait-elle la guerre aux autres corps de police ?

Jan Willems. La gendarmerie travaille selon deux axes : les tâches de police de base et les tâches de police spécialisées. Les tâches de police de base ont pour objectif de venir sur le terrain de la police communale. Le gendarme est alors un agent de quartier. Ces tâches de base développent la collaboration entre police et gendarmerie. A long terme, cela ne sera plus possible sur le plan financier et opérationnel ce qui conduira à la création d'une "police unitaire".

Les tâches de police spécialisées concernent le "crime organisé" dont il n'existe jusqu'à présent aucune définition convaincante. Par ces tâches spécialisées, la gendarmerie accède au terrain de la police judiciaire. La gendarmerie est

cependant organisée au niveau national, elle est mieux équipée et son personnel est plus nombreux.

Les juges d'instruction, selon Van Parys (CVP), n'osent pas heurter de front la gendarmerie parce qu'ils dépendent entièrement d'eux.

Jan Willems. C'est possible. Mais n'oubliez pas que cela vaut aussi pour la police judiciaire. En fin de compte, un juge d'instruction est dépendant de ceux qui travaillent sur le terrain. Il ne peut pas toujours effectuer lui-même tous les devoirs d'enquête. Il doit donc pouvoir compter sur eux. Mais cette dépendance ne diminuera pas avec l'augmentation de l'autonomie des gendarmes.

Quel contrôle y a-t-il sur la gendarmerie ?

Jan Willems. Aucun. La gendarmerie doit maintenant se justifier devant l'inspecteur général Quinet (PSC), lui-même général de gendarmerie et participant aux réunions d'état-major. On est donc entre collègues.

Le ministère de l'Intérieur peut approuver ou rejeter le budget que le haut commandement de la gendarmerie a établi pour elle-même...

Zicot : machination avec l'aide bienveillante de la gendarmerie ?

Une note confidentielle de la PJ étaye cette hypothèse

Le procureur général de Mons, Demanet (1) a-t-il monté une cabale contre l'inspecteur principal de la police judiciaire Zicot ? La gendarmerie y a-t-elle collaboré ? Une note confidentielle de la PJ de Charleroi étaye cette hypothèse.

Herwig Lerouge

Un bref rappel. Zicot est arrêté le 24 août à son domicile par une vingtaine de gendarmes de l'escadron spécial d'intervention, l'ancienne brigade Dyane. Il est inculpé de faux, d'usage de faux et d'escroquerie dans le cadre d'un trafic de voitures auquel était mêlé Dutroux. Un de ses informateurs lui avait signalé la présence dans son garage d'un camion volé par Dutroux. Afin de ne pas dévoiler son informateur, Zicot aurait écrit dans son procès verbal (PV) que le camion avait été retrouvé à un autre endroit. Tout de suite, des bruits circulent : Zicot le protecteur de Dutroux ? La PJ de Charleroi crie au complot monté par la gendarmerie et le procureur général de Mons. Philippe Demanet, expert-automobile et fils du procureur général avait déclaré en septembre 1993 le vol en Espagne de la Porsche de 3 millions qu'il avait en leasing. Mais Zicot suspectait Demanet d'avoir organisé le vol et fait rapatrier la voiture. Entre-temps, P. Demanet est effectivement inculpé par le juge Laffineur de Bruxelles dans cette affaire.

D'après Mr Vanderhaegen, commissaire principal de la police judiciaire de Charleroi et supérieur hiérarchique de Zicot, l'inspecteur de la police judiciaire Zicot fait l'objet de menaces et de délations mensongères depuis qu'il enquête sur une affaire d'escroquerie à l'assurance contre le fils du procureur-général de Mons, Demanet. Des gendarmes, des enquêteurs du Comité P (organisme de contrôle des polices), également surtout des gendarmes et des membres de la 23e brigade (nationale) de la PJ auraient aussi tenté de soutirer à des truands des déclarations mensongères à l'encontre de Zicot.

Le rapport du commissaire

Selon le commissaire principal de la PJ, Zicot commence à s'intéresser à la Porsche le 1er septembre 1993. Dès ce moment, Zicot et son équipe font l'objet de menaces, mais aussi de pressions de la part des autorités judiciaires. Le 6 septembre, Zicot reçoit des menaces de mort. Le 2 octobre, il est agressé par cinq ou six individus. Ils tirent sur sa voiture. Il est touché au mollet. En novembre 1993, Thierry de Haan, inspecteur de la compagnie d'assurances "La Royale Belge" confie à Zicot qu'il soupçonne P. Demanet d'avoir organisé une escroquerie à l'assurance dans

l'affaire de la Porsche volée. Zicot transmet ces informations au parquet de Charleroi et à la PJ de Bruxelles. Le 24 novembre, la voiture de Zicot est sérieusement endommagée sur le parking à côté du Palais de Justice de Charleroi. Le 26 septembre 1994, Zicot est arrêté par le Comité P suite à une plainte de la compagnie d'assurances AXA, reçue par le procureur général Demanet. Zicot est entendu par le juge Laffineur de Bruxelles qui ne l'incolpe pas et le remet en liberté.

Le 11 octobre 1994, le procureur du roi de Bruxelles transmet le dossier contre le fils Demanet à Charleroi. Vanderhaegen est chargée de l'enquête. Son chef insiste sur le fait que Demanet souhaite qu'on entende rapidement son fils pour clôturer l'affaire. Il lui demande aussi de prévenir la hiérarchie lorsqu'il convoque le fils Demanet. Le 26 octobre 1994, le procureur général Demanet émet un avis défavorable à la promotion de Zicot à la fonction d'inspecteur principal. Le 5 septembre 1995, un Comité décide cette opposition non fondée.

De novembre 94 à janvier 95, le commissaire en chef Lemaire dit être harcelé par le procureur général dans l'affaire de la Porsche. Le 20 janvier 1995, Vanderhaegen demande de pouvoir effectuer des perquisitions chez Bernard Adam qui a vendu la Porsche à P. Demanet. Il ne reçoit pas de réponse et une semaine plus tard, un magistrat à Charleroi lui répond que le dossier est parti chez le procureur général de Mons. Fin février, un certain D. signale qu'un membre du Comité P et des membres de la 23e brigade de la PJ l'interrogent «sur ses relations avec Zicot, les voitures qu'il a achetées à Zicot, une "enveloppe"



Des gendarmes, des enquêteurs du Comité P (organisme de contrôle des polices), principalement des gendarmes, et des membres de la 23e brigade (nationale) de la PJ auraient tenté de soutirer à des truands des déclarations mensongères à l'encontre de Zicot, d'après Mr Vanderhaegen, commissaire principal de la PJ de Charleroi.

avec de l'argent remise par un certain S. à Zicot». D répond qu'il n'a rien de défavorable à dire sur Zicot.

Un restaurant parisien

Le 19 avril 1995, Vanderhaegen introduit une nouvelle demande pour perquisitionner chez Adam. Mais entre-temps l'affaire a été confiée au Comité supérieur de contrôle. Un inspecteur de ce Comité signale qu'il n'a reçu aucun des PV dressés par Vanderhaegen dans cette affaire. En septembre-octobre 95, le Parquet de Charleroi est placé sous

tutelle par Demanet. Le "trafic de véhicules" est confié à la gendarmerie. Le parquet de Charleroi interdit à ses collaborateurs de confier des enquêtes "trafic véhicules" à la PJ.

Le 11 décembre 1995, un truand recherché en Belgique a rencontré dans un restaurant parisien des membres du Comité P. Ceux-ci lui auraient promis qu'il ne serait pas arrêté en Belgique s'il déclarait avoir corrompu Zicot. Arrêté par la PJ lors de son arrivée en Belgique, le truand en question confie spontanément qu'il a rencontré des enquêteurs du Comité P à Paris. Ils lui auraient proposé de signer une déclaration contre

Zicot une fois sorti libre du cabinet du Juge d'Instruction.

Le 28 août 1996, un informateur de la PJ dit avoir rencontré un enquêteur du Comité P dans un café de Couillet. Celui-ci lui aurait confié que ses collègues gendarmes du Comité P avaient proposé à un trafiquant de voitures emprisonné à Arlon de déclarer qu'il avait versé de l'argent à Zicot. Ce trafiquant a confirmé à deux inspecteurs de la PJ les contacts avec des membres de la gendarmerie de Bruxelles durant sa détention à Arlon. Il aurait refusé leurs propositions ridicules, car Zicot était à la base de divers dossiers contre lui. Il a ajouté que plusieurs trafiquants de voitures feraient l'objet d'approches destinées à recueillir n'importe quelle information visant à discréditer Zicot. Depuis l'arrestation de Zicot, la gendarmerie démantèle, sous le couvert de l'enquête de Neufchâteau, toute une section de la PJ de Charleroi. Dernier épisode le 9 septembre : "Opération Zoulou". Plus de 200 hommes, principalement des gendarmes, perquisitionnent chez 21 personnes à Charleroi, dont six membres de la PJ. Les enquêteurs emportent ordinateurs, disquettes, vidéos... La gendarmerie s'empare ainsi de toute la documentation de la PJ. Les interrogatoires ont lieu à la brigade de gendarmerie de Jumet.

1. Le procureur général de Mons est le supérieur hiérarchique du procureur de Charleroi.

La victoire finale de la gendarmerie ?

La gendarmerie a saboté l'enquête sur les enfants enlevés. Mais elle dispose d'un service de presse ultraperformant, capable de peindre le noir en blanc.

Contrairement à la PJ, elle n'est pas gênée en cela par son ministre, Vande Lanotte. Quelle différence avec la PJ. La semaine passée, celle-ci annonçait une conférence de presse à propos des accusations portées contre elle. Mais sur insistance du ministre de la Justice, cette conférence a été remplacée par la lecture d'un banal communiqué. Entre-temps la gendarme-

rie occupe le terrain. Partout où on creuse, ses porte-parole crèvent le petit écran. Dès qu'elle est mise en cause, elle répond à l'instinct par un communiqué. Et elle semble pouvoir compter sur beaucoup de sympathie parmi les journalistes spécialisés.

En discréditant la PJ, la gendarmerie cherche à se voir confier toutes les affaires de grande criminalité. L'état-major a profité de l'émoi suscité par la disparition de Julie et Mélissa l'année passée pour créer, avec la bénédiction du ministre de la Justice, une "cellule nationale des disparitions".

Cela étonne pour deux raisons. Cette cellule aurait du être constituée au sein du Service général d'appui policier, crée pour coordonner les travaux inter-polices. Ensuite, la cellule atterrit à la gendarmerie et non à la PJ, pourtant chargée des matières "jeunesse". Cette victoire de la gendarmerie sur la PJ risque d'être remise en cause s'il s'avérait que, dans l'affaire Dutroux, la gendarmerie a commis de graves erreurs. La population saurait que la mort des enfants aurait pu être évitée si la gendarmerie n'avait pas voulu agir seule.



Affaire Cools : des questions sans réponses

Kris Merckx

Dans l'enquête concernant l'affaire de l'assassinat d'André Cools, une série de complices ont été démasqués. Mais les questions restent plus nombreuses que les réponses... Dira-t-on tout ? Le PS est-il vraiment "victime" involontaire d'infiltrations maffieuses ? Malgré leurs beaux costumes, les capitalistes et leurs hommes-de-main (André Cools, Guy Mathot, Guy Spitaels mais aussi bien le CVP Léo Delcroix) ne sont-ils pas de plus grands maffiosi que les Mimo et autres Todarello ?

Quand "Spit" dément être "Schlit"

Le PS sera-t-il à nouveau accablé ? A moins qu'une bonne fée...

Un mystérieux témoignage anonyme a fait avancer l'affaire Cools. Beaucoup ont spéculé sur ce témoignage révélant que les commanditaires du meurtre n'étaient pas seulement Alain Van der Biest, mais aussi l'ex-ministre PS Guy Mathot et «un troisième homme politique dont le nom n'est pas précisé». (1)

En 1992, Carlo Todarello, ayant recruté les tueurs à gages, avait déclaré au Morgen que ce troisième politicien était un certain "Schilt" ou "Schlit". Il tenait ce nom de Di Mauro, le chauffeur de Van der Biest. Tout le monde sait aujourd'hui qu'il ne visait en aucun cas Schlitz, l'ancien bourgmestre de Liège. Un autre nom est cependant de plus en plus sérieusement avancé. Guy Spitaels est en effet surnommé "Spit", ce qui ne diffère pas beaucoup de "Schlit". Maurice Demolin, ancien secrétaire de la fédération liégeoise du PS, citait nommément Spitaels à RTL, la semaine dernière. L'ancien président du PS, actuellement président du parlement wallon, a rapidement rejeté l'accusation. Mais "Spit" ne peut nier que les tensions entre Cools et lui-même avaient atteint leur sommet à l'époque du meurtre. Cools accusait entre autres "Spit" de l'avoir mis hors-jeu dans le contrat Agusta et pressentait qu'une partie des commissions prévues avait disparu. Philippe Moureaux a révélé à Mme Ancia que Cools lui-même combinait une révolution de palais contre Spitaels : «André Cools, relate la juge d'instruction ses propos, avait programé pour le 3 septembre 1991 une réunion afin d'essayer de renverser M. Spitaels et de le remplacer à de la présidence du PS par M. Philippe Moureaux.» (2) La réunion ne devait jamais se dérouler puisque Cools était abattu le 18 juillet.

Les secrets menaçants de Van der Biest

Quel fut le rôle de Spitaels ? Manifestement, on est encore loin de connaître toute la pourriture cachée derrière le meurtre d'André Cools. Il y a trois ans, Alain Van der Biest annonçait fièrement à la

RTBF qu'il avait enregistré sur cassettes tout ce qu'il savait sur le PS. Ces secrets, conservés en lieu sûr, devaient former sa "police d'assurance" contre de nouvelles agressions contre sa personne. La menace de dévoiler ces cassettes explique-t-elle qu'il y a déjà quasi-unanimité pour le disculper ?

A la lumière de tout cela, il vaut être critique face aux dépêches annonçant que "la mafia" est responsable de l'assassinat d'André Cools. Il s'agit d'un moyen aisé de détourner l'attention des pratiques maffieuses du PS et du régime. Avec des titres tels que "les cabinets ministériels infiltrés par la mafia", le PS est présenté comme la victime des grands criminels. Il est possible que des petits "soldats" d'une branche de la mafia sicilienne, mêlée à une affaire de titres volés, se sont infiltrés dans l'entourage de Van der Biest. On notera en passant qu'ils ont été soutenus par des policiers "autochtones" : "Taxquet, ancien gendarme lui-même, a demandé à un ami de vérifier sur l'ordinateur de la gendarmerie si une série de titres avaient été déclarés comme volés". (4) De plus, Van der Biest a déclaré que les personnages douteux de son cabinet n'y avaient pas été introduits par lui-même mais par le clan Cools : «J'ai repris tout le personnel de Cools, qui était mon prédécesseur comme ministre. Et Richard Taxquet est un ex-gendarme et un policier, un homme intelligent, qui m'a été recommandé par Maurice Demolin, un Coolsien pur et dur.» (3)

Une histoire de petits et de grands maffiosi

Philippe Halleux et Arnaud Collette, auteurs de la biographie «André Cools, rebelle d'État», remarquent de leur côté : «Ce n'est pas parce que l'on retrouve dans l'entourage de Van der Biest de nombreux italiens qu'il s'agit immédiatement d'une organisation maffieuse. Ce sont juste de petits truands, qui finissent tous par se rencontrer, comme dans tous les milieux.» (4) Il est clair que certains, en faisant grand tapage autour de cette mafia, veulent minimiser les méfaits de la direction du PS. Les termes utilisés dans la presse sont



André Cools.



Guy Mathot.



Guy Spitaels.

révélateurs. Ainsi, la Wallonie écrit : «Cools suspectait notamment Taxquet de racketter certaines entreprises bénéficiaires de contrats publics alors que celles-ci, précédemment, étaient probablement déjà sollicitées mais à des fins de financement politique.» (5) Cools "sollicite" donc les entreprises, mais quand Taxquet fait la même chose pour son propre compte (ou pour les campagnes électorales de Van der Biest) il les rackette. Comme s'il ne s'agissait pas dans les deux cas de faits criminels !

Décidément certains recherchent une sorte d'effet Agusta. Comme à l'époque on avait réussi à susciter la pitié pour le SP, soi-disant victime des juges de droit, on tente aujourd'hui de présenter le PS comme la victime de la mafia. Le Soir a même publié un appel à serrer les rangs autour du PS "harcelé par la Flandre" et qui — ceci est un mensonge — "s'oppose à la révision du budget et de la Sécurité sociale". (6)

Nous estimons qu'il est important d'affirmer clairement que Taxquet et autres Todarello, malgré leurs méfaits, ne sont que des petits poissons comparés aux capitalistes et leurs serviteurs politiques tels que Cools. Ces derniers commettent des méfaits d'une tout autre ampleur, même s'ils ne se promènent pas eux-mêmes arme au poing, même s'ils portent de beaux costumes. En plus, le grand capital et la mafia sont étroitement

associés, entre autres pour le blanchiment de l'argent de la drogue par les banques. Bien sûr, nous désapprouvons le meurtre d'André Cools. Mais Cools et le PS ont davantage de morts sur la conscience. Au cours de 35 dernières années, Cools a mené, avec les politiciens des autres partis bourgeois, une politique au service des multinationales et de ses amis Vanden Boeynants, le roi du jeans Pierre Salik, le promoteur immobilier Charles de Pauw, le magnat de la finance Albert Frère, etc. Cette politique a assassiné au Congo des dizaines de milliers de nationalistes (1960-1968), a fait trois millions de morts au Vietnam et au Cambodge, huit cent mille en Irak (guerre et embargo) et un million au Rwanda (1994). Félix Przedborski, ami intime de Cools,

milliardaire et escroc, livrait des armes aux contra's nicaraguayens, qui ont liquidé 80.000 personnes (voir édition précédente).

Ces morts-là comptent pour nous, mais ne comptent pas pour la presse bourgeoise. Elle s'intéresse seulement à l'assassinat politique de Cools. Nous voyons les assassinats de masse que le capitalisme mène à l'échelle mondiale. Notre conclusion est qu'il faut en finir avec ce système criminel et avec les partis qui, tel le PS, le défendent.

(1) De Morgen, 13.9.96. (2) Selon un rapport à de Commission spéciale de la Chambre sur Agusta, cité dans La Libre Belgique, 7.1.94. (3) De Morgen, 10.9.96. (4) Humo 21.11.95. (5) Le Soir, 11.9.96, p. 8. (6) La Wallonie, 7.9.1996. (7) Le Soir, 11.9.96, p. 17.





Léo Delcroix super-escroc

Le crime : ni typiquement wallon ni typiquement PS

Léo Delcroix, ancien secrétaire national du CVP et ex-ministre de la Défense, est soupçonné d'avoir détourné une partie importante du 1,35 milliard de fonds de reconversion que la société de Kempische Steenkoolmijnen (KS) avait perdu dans l'affaire Super-Club. Cela ressort des nouvelles révélations à l'hebdomadaire Humo. (1) Fin 89, Maurice De Prins, patron de Super-Club, est parvenu avec une facilité déconcertante à refiler à Tyl Gheyselinck, manager de la KS, 900.000 actions de sa chaîne de vidéoclub. La KS a payé en contrepartie, avec l'argent de nos impôts, la somme incroyablement élevée de 1.500 FB par action. Peu après, ces actions allaient perdre toute valeur et la KS allait perdre son investissement. L'opération aura profité aux frères Léo et Jozef Delcroix.

En 1993, l'ancien directeur de Super-Club, Jan Maes, déclarait à ce propos au Comité Supérieur de Contrôle : «De Prins m'a présenté Jozef et Léo Delcroix comme des actionnaires importants de Super Club SA, leur "poids" approximatif étant de 500 millions de FB. Ils se seraient engagés dans l'affaire pour un prix de 500 FB par action dans le courant de 1989. (...) On m'a aussi dit qu'ils auraient

négoié de grosses quantités d'actions au printemps 1990, avant le crash des actions de Super-Club.»

Le Parquet d'Hasselt suppose que plus de 300 millions du 1,35 milliard volé dans les caisses de la KS ont abouti dans le holding luxembourgeois EFP (Europe Finance et Participation). Derrière ce holding, se trouveraient les frères Delcroix... Nous savions déjà qu'Urbain De Voldere, ancien président de Philips Belgique et ancien président de la FEB (!), avait empoché des dizaines de millions avec la fraude de Super-Club.

Van Grembergen (VU) et Van Peel (CVP) remis à leurs places

Cette grande escroquerie des "Flamands" Delcroix, De Prins, Gheyselinck, Devoldere et consorts affaiblit sérieusement les commentaires nationalistes stupides de certains politiciens flamands au sujet des affaires Dutroux et Cools. Paul Van Grembergen, chef de groupe VU au Parlement flamand, avait ainsi exigé que le PS soit dissout «parce

qu'en raison de la position de force qu'il occupe depuis des années, il semble corrompu à tous les niveaux de pouvoir» et «pour que de tels dossiers maffieux ne fassent pas de petits en Flandre». Le monopole du CVP ne pose-t-il pas le même problème ? A cela Van Grembergen répond qu'il n'y a pas de risques «parce que la Flandre réagit plus promptement» (2) Pour sa part, Marc Van Peel a utilisé l'affaire des fillettes assassinées comme argument ultime pour exiger la scission de la Sécu. «Quand on sait, dit le président du CVP, que Marc Dutroux et sa femme touchent ensemble 80.000 FB de la mutuelle, faut-il s'étonner de ce qu'en Flandre, on ait le sentiment que les critères sont appliqués plus sévèrement qu'en Wallonie ?» (3)

Un jour seulement après que ces messieurs aient craché leurs bêtises, le scandale Delcroix éclatait. Il prouve que la criminalité et la corruption se produisent dans toutes les régions et dans tous les partis impliqués dans le système capitaliste.

(1) Humo, 10.9.96, p. 6-11. (2) De Morgen, 10.9.96. (3) Gazet van Antwerpen, 10.9.96.

Saura-t-on la vérité ?

L'intervention spectaculaire du roi a renforcé l'impression que les affaires Dutroux et Cools ont déclenché une dynamique qui conduira au nettoyage de la politique et de la justice. Beaucoup espèrent qu'on lèvera enfin le couvercle du merdier. Rien n'est moins vrai... Ce qui se prépare, c'est une "Opération Oubliettes". Ainsi, le Comité supérieur de contrôle,

service national contre la corruption du pouvoir public, a été paralysé par la décision récente d'envoyer pas moins de 25 enquêteurs chevronnés suivre un cours de promotion de six mois. Leurs enquêtes sur les affaires KS/Super-Club, Agusta/Dassault etc. seront de ce fait interrompues. Suite aux protestations, le cours sera donné en deux fois.

Vu de l'intérieur...

Alain Van der Biest a fait des révélations au magazine Humo le 24 novembre dernier à propos des dirigeants du PS. Van der Biest étant corrompu lui-même, nous ne reprenons ici que les faits irréfutables. Ils suffisent pour que tout homme de gauche rompe définitivement ses liens avec le PS. Jugez vous-même les pratiques des dirigeants PS...

«Ne me comparez jamais, dit Vander Biest, avec les socialistes-caviar ! Ni avec "Monsieur Porsche", Michel Daerden, ministre des Communications. Il est réviseur d'entreprises et a récemment donné, en tant que ministre, un million à un autre réviseur, Fernand Detaile, l'Etienne Mangé du PS, pour qu'il fasse pendant un mois un travail inutile à la Régie des Transports Maritimes. Un million ! Il s'agit ici de pure confusion d'intérêts (publics et

personnels - ndlr). D'inceste. Car qui trouve-t-on encore dans l'entreprise de réviseurs de Fernand Detaile ? Le fils de Michel Daerden!»

Van der Biest poursuit : «Le fils du procureur général Giet, à l'époque avocat de mon administration touchait 100.000 F par mois pour ne rien faire.

J'avais une responsabilité énorme à ce cabinet, pour les provinces, les communes, les entreprises d'utilité publique. Je n'ai jamais donné un franc à Richard Carlier, le président corrompu de la députation permanente du Hainaut ! Je savais que Charleroi était — et est — entièrement corrompu. Mais quand j'ai cédé ce cabinet à Guy Mathot, la corruption dans le Hainaut a repris immédiatement ! Les manigances avec son ami Bernard Adam à Mouscron...»

Etudier l'histoire du PS

L'affaire Cools a relancé la discussion sur les partis socialistes. "C'est maintenant qu'il faut rester au PS", dit un syndicaliste, se référant au dicton "Quand tous les dégoûtés s'en vont, il n'y a que les dégoûtés qui restent". Quelques membres du PS du Brabant wallon ont réagi en colère au titre du Solidaire précédent ("Quelle mafia, ces dirigeants PS"). D'autres estiment qu'aujourd'hui, le PS ne peut éviter de nettoyer ses rangs, et que c'est donc le moment de remplacer les corrompus par des militants de gauche intègres. Ce que suggère par exemple le nouveau président de la fédération de Charleroi, Patrick Moriaux : «A cause des affaires, on a peut-être changé plus vite et plus radicalement que d'autres. A Charleroi, cela a amené une nouvelle génération, à des

hommes nouveaux qui ont une autre mentalité. (Le Soir, 10.9)

A toutes ces illusions, le discours du 1er Mai du président du PTB Ludo Martens apporte une réponse bien documentée. (*) Il décrit comment Henri De Man, Paul-Henri Spaak, André Cools et autres politiciens du parti socialiste ont été les Patrick Moriaux de jadis, les jeunes forces "de gauche" qui promettaient de nettoyer les écuries. Il montre aussi comment, par leur choix du capitalisme, ils ont finalement collaboré de près à tous les méfaits de ce système. Le discours de Ludo Martens démontre que le PS au gouvernement ne s'est jamais opposé aux souhaits des grandes entreprises, mais au contraire les a réalisés, et souvent plus efficacement encore que les libéraux (exemple : les privatisations).

Comment discuter ?

Les membres du PTB vont diffuser à grande échelle le discours du 1er Mai et entamer la discussion sur le PS et le SP. Voici quelques tuyaux de la part de camarades qui ont déjà commencé. Il est par exemple important de présenter le discours lorsqu'on travaille avec le tract. Car la plupart n'ont plus ce texte. Un camarade trouve que les 12 pages sont trop longues pour ses contacts. Il propose donc dans son tract quelques points sur lesquels il a eu une discussion ou une divergence d'opinion. Et il indique les extraits qui y répondent spécia-

lement, avec un appel à les lire. L'expérience montre qu'à partir d'un titre accrocheur, on commence à lire d'autres paragraphes. Mettez-vous à l'oeuvre également et faites parvenir, par vos directions provinciales, les récits de vos discussions. Nous en ferons une page de débats.

On peut commander gratuitement le discours du 1er Mai «Le PS au service du capitalisme sauvage» (12 pages.) aux secrétariats régionaux du PTB (adresses p. 27) ou au secrétariat national, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, tel. 02/513.66.26.



Norme salariale : tromperie

Les salaires belges ont enregistré un retard de 3,7 % en quatre ans !

“Pas de norme salariale sans l'emploi” disent les directions CSC et FGTB. Elles sont d'accord d'imposer un carcan pour les prochaines conventions collectives, à condition que cela serve l'emploi.

Jo Cottenier

Les chiffres publiés par le Conseil Central de l'Economie, qui doit guider la concertation interprofessionnelle sur la marge maximale, révèlent le véritable but de la norme. Selon la loi-cadre sur la compétitivité, la norme fixe l'augmentation maximale du salaire nominal des travailleurs au cours des deux prochaines années. On entend par salaire nominal celui qui inclut toutes les augmentations “automatiques” intervenant au cours de cette période. Si la norme est par exemple fixée à 3 %, il faut en déduire 2 % d'indexation et 0,5 % d'augmentations barémiques, ce qui laisse une marge de 0,5 % pour des augmentations salariales “réelles”. Les conventions collectives ne pourront donc dépasser 0,5 % en coût salarial supplémentaire. La procédure prévoit que la norme soit fixée par une négociation interprofessionnelle, mais que le gouvernement intervienne si patrons et syndicats ne peuvent se mettre d'accord. La base de la concertation est un “rapport technique” fourni par le Conseil Central de l'Economie (CCE), qui calcule l'évolution du coût salarial dans les trois pays voisins. Le gouvernement veut que la norme ne dépasse pas la moyenne de ces trois pays.

Une marge de 0,7 % à 1,2 % par an

Le tableau ci-dessous résume l'avis que le CCE a rendu sur les marges maximales. Les chiffres correspondent aux variations en % par rapport à l'année précédente. Pour 1997 et 1998, il s'agit de prévisions. Si l'on accepte que les salaires soient déterminés par la compétitivité - ce que nous refusons - force est de faire les deux constatations suivantes. Première, la marge est extrêmement limitée pour 1997 et 1998, ce que veut précisément le gouvernement. Si la norme est fixée à 6,5 % pour les deux années à venir, il faudra en déduire une inflation (indexation) estimée à 1,8 % par an et des augmentations barémiques estimées entre 0,5 et 1 % par an. Il resterait aux CC une marge de 0,95 et 1,2 % par an. Un deuxième calcul (par emploi salarié équivalant à un temps plein) donne des marges entre 0,7 et 0,9 % par an, c'est-à-dire une marge minimale de 0,7 % et une marge maximale de 1,2 %.

Deuxième constatation : les salaires belges ont perdu 3,7 % par rapport à ceux des pays voisins au cours des quatre dernières années ! Cela révèle le véritable but de la norme salariale : éviter que les travailleurs et leurs syndicats se lancent dans un mouvement de rattrapage, pour compenser les années de blocage salarial. Le Plan global de 1993 a décrété un blocage total des salaires. En plus, l'indexation a ralenti les adaptations au coût de la vie (l'inflation) et a ainsi rogné le pouvoir d'achat. Après une période aussi dure, les travailleurs veulent récupérer une partie des pertes. C'est alors que la coalition CVP-PS-SP-PSC veut leur faire croire qu'il serait extrêmement nuisible pour l'emploi que les salaires augmentent plus vite que ceux des pays voisins. Les seuls bénéficiaires sont les patrons, qui ont vu leurs bénéfices s'accroître de 100 milliards en 1995. La tricherie est évidente. Si on raisonne en

Eviter un mouvement de rattrapage

termes de compétitivité, les travailleurs devraient avoir droit à une marge de 3,7 % par an, rien que pour rattraper le retard vis-à-vis des trois pays voisins. Sur un salaire de 50.000 F, cela fait 1.850 F par mois, soit plus de 10 F l'heure. Soumettre les augmentations salariales à des normes, c'est se plier à la logique patronale. C'est ce que font les directions syndicales, car elles acceptent le principe d'une norme, tout en exigeant que cela serve à l'emploi. Cette logique mène au désastre pour les travailleurs. La première norme salariale fut introduite en 1983 par le gouvernement



Les travailleurs savent que leurs sacrifices n'ont pas servi à créer des emplois. C'est sur eux que la direction de la CSC et de la FGTB doit s'appuyer pour rejeter la norme salariale.

Martens-Gol. Depuis, les partis socialistes ont affiné cette norme à deux reprises (en 1989 et à l'heure actuelle), la rendant plus contraignante. Par contre, en ce qui concerne les bénéfices, les fortunes et les revenus de ces fortunes, il n'existe aucune contrainte. De 1991 à 1995, les revenus nets des travailleurs n'ont pas connu une seule augmentation, tandis que ceux des rentiers ont augmenté de 11 % et les bénéfices de 15 %. Après 13 ans de norme salariale, le chômage est au même niveau qu'au début des années 80. La norme salariale est un chèque en blanc

pour augmenter l'exploitation, pour rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. D'ailleurs, cette norme est illégale. La convention 98 de l'Organisation Internationale du Travail, ratifiée par la Belgique, garantit le principe de la négociation volontaire des conventions collectives et l'autonomie totale des interlocuteurs sociaux. La Belgique fut déjà appelée à l'ordre pour infraction en 1983. Il n'y a qu'un moyen de restaurer cette liberté des négociations salariales : l'imposer dans les faits. Contre plan global, lutte globale !

Salaires nominaux dans le secteur privé par heure effectivement prestée

	1993	1994	1995	1996	93-96	1997	1998	97-98
Moyenne 3 Belgique	+4.2	+3.1	+3.1	+3.8	+14.2	+3.3	+3.2	+6.5
Différence	-0.2	-0.3	-1.5	-1.7	-3.7	?	?	?

Michel Nollet vilipendé, Mia De Vits encensée

Qui veut la peau du président de la FGTB ? (suite)

Jo Cottenier

Du sacrilège au... délit. On a pu tout lire à propos de la petite phrase de Michel Nollet disant «qu'il faut cesser de rembourser les intérêts de la dette de manière à pouvoir injecter des ressources nouvelles dans le social, où des besoins énormes ne sont plus rencontrés» (interview dans La Libre Belgique du 3 septembre).

Pour l'Echo de la Bourse, il s'agit d'une «atteinte indirecte à la crédibilité de l'Etat, ce qui est par ailleurs un délit» (1). Tiens, tiens ! La crédibilité de l'Etat n'est bien sûr pas atteinte quand le gouvernement détruit la Sécurité sociale en ne respectant pas ses engagements,

quand il exclut des chômeurs par dizaines de milliers, quand il oblige les femmes à travailler jusque 65 ans pour toucher une pension complète, quand il brade les services publics au privé. «Faut-il rappeler, dit José Verdin de la FGTB liégeoise, que la Belgique paiera 650 milliards d'intérêts sur les emprunts, soit près de la moitié des dépenses au niveau fédéral : cela représente plus de deux fois et demie l'intervention de l'Etat dans la Sécurité Sociale; c'est trois fois ce que l'on paie pour tous les enseignants de Belgique !» (2) Bénédicte Vaes, qui avait exigé la démission de Nollet au profit de Mia De Vits, a immédiatement ouvert les colonnes du journal Le

Soir pour permettre à “la dame forte” de la FGTB, de corriger les paroles du président. L'Echo de la Bourse a bien compris les nuances. «Car si pour Michel Nollet les travailleurs ne se mettent pas au lit le soir en pensant à l'Europe, entendez que l'UEM les intéresse mais pas à n'importe quel prix, sa camarade Mia De Vits, numéro 2 du mouvement, estime pour sa part que l'Union monétaire est un “must”.» (1) Mia De Vits se distancie ouvertement de ce que Nollet a dit sur la dette. «Nous n'avons jamais dit ça dans nos textes, dit-elle. La critique de la FGTB a toujours porté sur le rythme de la réduction de la dette et sur la répartition de l'effort.» (3). Cette

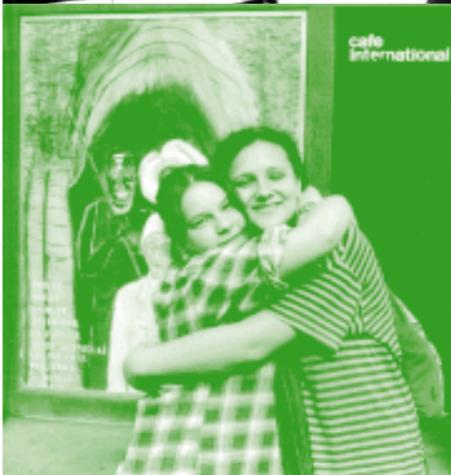
ligne “réaliste” de Mia De Vits s'est déjà exprimée clairement à propos d'autres dossiers. Elle fut la première à proposer un compromis sur le calcul de la pension en 45èmes pour les femmes. Après le rejet du Contrat d'Avenir par la base, elle refusa d'y voir un refus de la modération. Elle prit ouvertement parti pour Jacques Fostier de l'Interrégionale wallonne, quand celui-ci attaqua les enseignants francophones en lutte. La campagne de dénigrement qui s'est déclenchée dans la presse contre Michel Nollet est dirigée ou du moins soutenue sournoisement par les partis socialistes. La Libre Belgique cite un responsable du PS (“et non des moindres”), qui aurait

déclaré : «Non seulement Michel Nollet a perdu la face — ce qui en soi n'est pas trop grave — mais en plus, il a complètement discrédité son organisation, ce qui est gravissime» (4). Le PS mène campagne pour “rendre la crédibilité à la FGTB”. Plus la FGTB parle le langage du PS au pouvoir, plus elle est “crédible”. Comme le disait jadis Louis Tobback, le SP et PS comptent sur Mia De Vits pour rétablir ce relais : «Oui, le tandem Dehaene-Tobback est solide, mais le tandem Tobback-De Vits est encore plus solide.» (5)

1. L'Echo de la Bourse, 13.9.96. 2. La Wallonie, 10.9.96. 3. Le Soir, 9.9.96. 4. La Libre Belgique, 10.9.96. 5. De Morgen, 2.5.96.



serve the people serve the people



journal étudiant
de
Solidaire
septembre 1996



2 MML. Nom de code : "jeune-rebelle-ému-actif"

Tu es jeune et tu veux changer quelque chose. Ton sang bouillonne lorsque tu vois des injustices; par exemple lorsque ton copain se fait tabasser par les flics lors d'une manif. Blessé ou ému, tu te sens aussi sauvagement enthousiaste lorsque tu peux agir contre ces injustices. Que ce soit par une manifestation, par un poème... la manière par laquelle ta colère s'exprime n'a pas d'importance, l'essentiel est que tu te sentes concerné par ce qui se passe autour de toi ! Si tel est le cas, nous voulons te présenter MML. Et comment pourrions-nous mieux le faire qu'en te présentant quelques membres du MML, organisation étudiante du Parti du Travail de Belgique : Clo, Germain, Yasmine et Sébastien.

Clo a 20 ans. Elle est en 3e candi de médecine à Louvain. Germain a aussi 20 ans. Il est en licence de science po à l'ULB. Yasmine fait des études d'ingénieur civil à l'université de Liège et Sébastien est étudiant à l'Université Catholique de Louvain.

Vous venez de partout, mais quelque chose vous lie tous ensemble: votre engagement dans le MML. Comment êtes-vous arrivé là ?

Yasmine. L'an passé, j'ai fait un voyage en Inde. Là-bas, tout est apparu très clair à mes yeux: les contradictions étaient énormes, je ne les avais jamais vues ici. Cela m'a dégoûtée et je suis devenue membre du MML. Pour moi, il n'existait

qu'une seule classe en Belgique: la classe moyenne. De vraies différences de classes n'existaient que dans le tiers monde à mes yeux. Après mon voyage, j'ai été à la recherche des contradictions chez nous, dans notre société. A "C'est du belge" (un camp de 3 jours organisé par MML en novembre), j'ai vu une femme qui ne pouvait plus payer ses médicaments: mon franc est tombé. De plus en plus, je découvre les mêmes injustices qu'en Inde. Maintenant, je les vois presque tous les jours: par exemple les mesures Vandelanotte contre les réfugiés; le démantèlement de l'enseignement, etc.

Clo. Pour moi, tout est venu plus directement. Quand j'ai commencé à étudier la médecine, tout le monde dans mon entourage m'a demandé si c'était bien la bonne voie à suivre. Il y avait

déjà trop de médecins, c'était donc impossible de s'enrichir.

Mais je voulais partir dans un pays du tiers monde pour aller aider les gens et c'est donc la raison pour laquelle j'ai quand même commencé ces études.

Sébastien. Chez moi, tout a commencé avec la lutte dans l'enseignement. Au début j'étais mal informé de son enjeu. Mais, grâce à un tract du MML, je me suis senti plus concerné et j'ai commencé à travailler avec l'organisation. Depuis lors, j'ai participé à une série d'actions avec le MML à l'UCL.

Le mot "engagement" a, visiblement, une grande importance dans votre vocabulaire. Tout est donc si clair pour vous ?

Germain. Non, bien sûr ! Je me pose encore un tas de questions sur un tas de sujets! Quand tu

viens membre de MML, ton évolution n'est pas encore terminée. Moi-même, je m'y suis joints pour un seul point: l'antiracisme. J'avais au moins une idée claire sur ce sujet. Sur le chômage, je ne savais rien et je connaissais Marx que de nom... J'ai connu MML avec ses groupes de travail sur des thèmes précis, comme celui de

la lutte contre le racisme, et j'ai vu qu'ils prenaient les choses en main de manière conséquente. J'ai compris qu'il ne fallait pas être d'accord avec tout pour venir au MML...

Yasmine. J'ai souvent des doutes, mais quand je vois tout ce qui se passe dans le monde au journal à la RTBF, j'en deviens malade. C'est suffisant pour mettre tous mes freins de côté et pour m'organiser. Il suffit de voir l'affaire Julie et Mélissa qui s'est terminée en drame. La police et surtout la gendarmerie n'ont pas levé le petit doigt pour retrouver les deux fillettes. Si tu compares cela avec le nombre de flics à cheval, avec leur système infrarouge et tout leur arsenal ultra-moderne mis en oeuvre contre les étudiants cette année, tu n'en crois pas tes yeux! L'engagement est aussi le meilleur moyen de trouver des réponses à ces questions.

Clo. Ce que je trouve de très difficile, c'est de me retrouver seule à défendre mon opinion, notamment au sujet du numerus Clausus. Dans mon cercle par exemple, la discussion était très difficile. Je me demande pourquoi tant de gens sont favorables au numerus

clausus. Mais plus je réfléchis honnêtement, plus je suis persuadée de la justesse de mon opinion. Il suffit de regarder au Japon et aux Etats-Unis comment ça se passe. Là, seuls les gens qui ont les moyens ont droit à l'enseignement. Cela me choque aussi qu'en Belgique, on accepte seulement le nombre de médecins nécessaires pour vendre les produits des entreprises pharmaceutiques. Leur nombre n'est nullement établi en fonction des besoins des enfants ni du tiers monde ni d'ici.

T'engager pour un monde meilleur est une chose. Mais est-ce obligé de faire de la politique? Ça emmerde quand même tout le monde...

Yasmine. Oui, c'est ce que beaucoup d'étudiants me disent. Ils ne veulent pas faire de



Clo, Louvain

politique, ils veulent rester libre. Mais si on ne fait pas de politique, le gouvernement en fera pour nous! En fait, on se fait manipuler alors que justement on voulait rester libre!

Germain. L'année passée, j'étais sur la liste de MML pour les élections du conseil de faculté. Une autre liste se prétendait "apolitique". Mais pendant les importantes luttes des étudiants, après leur élection, ils n'ont plus rien fait! Ils ne venaient même plus aux cours et je ne parle même pas des

manifs. Par après, nous avons découvert que leur président était un type proche du PRL. Dès que l'on se prétend "apolitique", la droite en profite. Beaucoup d'étudiants de gauche se font avoir par cet apolitisme et ne font plus rien. Il est certes possible de s'engager de diverses manières mais le MML est la seule organisation qui fasse une analyse de classe. L'engagement est important, mais si tu veux avoir une vision plus profonde de la société, tu dois te baser sur le marxisme.

Yasmine: L'engagement est la meilleure réponse aux injustices

Germain: Sur le chômage, je ne savais rien et je ne connaissais Marx que de nom...

Sébastien: Chez moi, tout a commencé avec la lutte dans l'enseignement.



Sébastien, UCL



Membre de MML
Lid van MLB
1996-1997

Tout commença par un référendum...

Paul fait de la propagande devant son auditoire



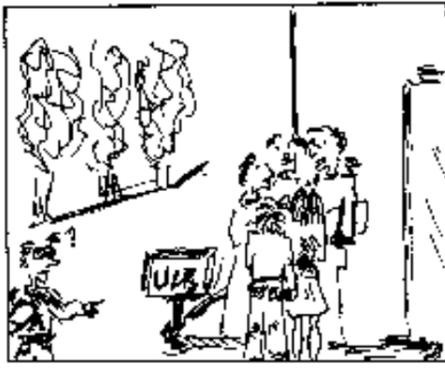
1. Paul: «Venez remplir votre référendum, venez remplir votre référendum...»

— V'la l'autre MML qui nous revend encore ses trucs.

— Moije trouve que c'est bien. Pour une fois qu'on nous demande notre avis et qu'on nous explique ce qui se passe.

— (un étudiant perdu) C'est ici le bureau des inscriptions?

Plein d'étudiants avides d'information se précipitent sur l'aubaine



2. «Ouah! Super, profitons-en!»

— Oh, on peut en faire remplir. Je prends trente référendums!

— Eh! Je suis intéressé par le référendum. Tu peux prendre note de mes coordonnées pour plus d'information.

— C'est ici le bureau des inscriptions?»

Une assemblée générale



3. Les interventions fusent dans la salle.

— On doit connaître l'avis des étudiants!

— C'est pour ça qu'il y a le référendum, les résultats montrent que la majorité veut retirer les plans Grafé!

— Qu'on fasse grève pour les forcer à satisfaire nos revendications.

(Tous): «Vive la grève!»

La grève est décidée, organisée et exécutée



4. Le piquet de grève est au poste. La grève est bien suivie, il y a de la tension dans l'air.

— Ah, ce qu'un référendum peut faire!»

Notre étudiant essaie d'entrer et dit: «C'est ici le bureau des inscriptions, s'il vous plaît?»

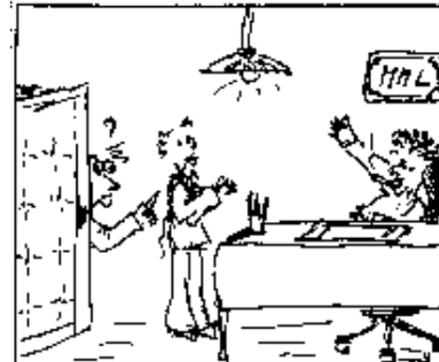
La manif...



5. La foule dans les rues scande: «retrait du décret» et «de l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat».

Un manifestant: «Chouette, j'ai rencontré ma petite amie avec le référendum.» (ils se sont mariés deux mois plus tard, et divorcés un an plus tard, ndlr).

«Ah, fallait pas les provoquer!» (le gouvernement est tombé)



6. Une foule s'en prenant à un bâtiment public:

«Le gouvernement a retiré le plan Grafé!»

— Venez vous inscrire au MML.

— Ah chouette! J'ai trouvé où on doit s'inscrire...»

Commandez le referendum de l'enseignement (de MML). Voir page 12



meet /mit/ v met /met/ 1 [!;T] to come together (with), by chance or arrangement: Let's meet for dinner. /You'll never guess who I met today - my old teacher. We haven't met for 20 years. 2. [!;T] to get to know or to be introduced (to) for the first time: Come to the party and meet some interesting people. / We met at Ann's party, didn't we, but I don't remember your name. 3. [T] to gather together: The whole school met to hear the speech. 4. [T] to be there at the arrival of: I'll meet you off the train. / The taxi will meet the train. 5. [I] to join (...) 10. [T] to satisfy (a need, a demand, etc.): Does the hotel meet your expectations? / Their new model of car is so popular that they have had to open a new factory to meet the demand. (...)

Se rencontrer, apprendre à se connaître, être présentés, être satisfaits. Non, vous ne lisez pas une annonce du Club Med! Il s'agit de notre premier meeting. Un meeting, parce que nous voulons vous rencontrer et vous parler de nos nombreux projets. Une rencontre avec MML pour parler de "l'engagement des étudiants et des mesures d'austérité dans l'enseignement".

Rencontre avec le MML uniquement? Non, il y aura également Jaap Kruitthof (critique de la société, professeur émérite de l'université de Gand), Kris Merckx (ancien dirigeant étudiant, fondateur de Médecine pour le Peuple, rédacteur en chef de Solidaire), ou, en Wallonie, Jacques Delcuvellerie (metteur en scène de "La Mère" de Bertolt Brecht), Gérard de Sélys (journaliste RTBF) et sur-

tout une série de dirigeants du mouvement étudiant. Tout étudiant peut consacrer une partie de ses loisirs à un engagement. Dans quel but t'engager et pourquoi maintenant? Tu peux t'engager pour défendre un enseignement démocratique, pour les droits des réfugiés, contre le racisme et

le fascisme, contre le démantèlement de la Sécurité sociale. Mais également pour des activités sportives, pour écrire un poème, traduire un texte... MML t'offre la possibilité de faire tout cela. Comment? Tu l'apprendras en participant à la rencontre!

Meetings sur l'engagement des étudiants, près de chez toi:

Louvain-La-Neuve: mercredi 2 octobre, auditoire Montessori 02, à 20h00 (UCL)

Bruxelles: jeudi 3 octobre : auditoire H1301, à 20h00 (ULB)

Liège: jeudi 10 octobre, auditoire la Salle académique, Place du 20 août, à 19h30 (ULG)

Louvain: mercredi 9 octobre, (KUL)

Bruxelles: jeudi 10 octobre, (VUB)

Gand: mercredi 16 octobre, (RUG)

Anvers: jeudi 17 octobre, (UFSIA)

Serve The People

«Dans quelle société vivons-nous?» Voilà une question qui revient souvent depuis le drame des enfants enlevés. «De l'argent? il n'y en a plus!», afirme-t-on de concert au gouvernement; ni pour retrouver des enfants d'ouvriers enlevés, ni pour un enseignement gratuit, ni pour l'octroi d'un salaire aux étudiants, ou pour la gratuité de la médecine. Cependant, des fonds sont débloqués pour envoyer une armée de flics écraser les manifs étudiantes (rappelez-vous le 28 novembre) Comme le disait Lénine, «Certes l'Etat est plus que pauvre lorsqu'il s'agit de l'enseignement populaire; il s'avère pourtant "riche" sitôt qu'il s'agit de subsidier la police, l'armée,...» Le budget de la justice, ainsi que celui de la gendarmerie, sont les seuls qui ont été revus à la hausse: 59% de plus pour la justice, c'est à dire 35,2 milliards. La gendarmerie a installé un réseau informatique d'une valeur de 8 milliards; mais pas pour retrouver la petite Loubna toujours disparue, mais bien pour filmer, suivre et interroger pendant des heures les étudiants au sujet de leur engagement. Notre société choisit, elle se positionne au service du patronat.

L'analphabétisme touche 10% de Bruxellois; 25% de la population n'a plus les moyens de se rendre chez le médecin. Des centaines de réfugiés attendent une aide sociale, la carence d'aide judiciaire se ressent pour lutter contre les astreintes sur des syndicalistes.

Le dilemme se pose à tous, infirmiers et avocats, ingénieurs et artistes: quelle cause servir? "Serve The People" est le mot d'ordre que Sophie, Leen, Christophe, Joke et 33 autres étudiants te présentent dans ce journal à travers leurs différents groupes de travail.

L'automne sera chaud! Nous proposons "le grand référendum de l'enseignement" aux étudiants à propos des mesures de restrictions. Le 8 octobre, la FEF appelle tous les étudiants du supérieur tous réseaux confondus à manifester à Charleroi. C'est l'occasion pour ceux qui entament des études supérieures de poursuivre la lutte. Des syndicats du secondaires, notamment le SEL, ont déjà répondu à l'appel. Nous refusons de nous battre, aveugles ou sans but. Dans «Serve The People», nous exposons nos conceptions de lutte pour le socialisme; comme le disait si bien Karl Marx: «Nous n'avons à perdre que nos chaînes, nous avons un monde à gagner!» Rejoins le MML.

"La connaissance de la réalité ne peut s'acquérir que dans la vie réelle!"



Leen, étudiante en médecine, nous parle des "enquêtes sociales"

«Cette année, notre équipe qui s'est présentée aux élections du cercle est venue vers les étudiants en leur disant : «La connaissance de la réalité ne peut s'acquérir que dans la vie réelle», «Et je soutiens cette initiative», nous précise immédiatement Leen, étudiante en 4ème année de médecine. Le groupe de travail étudiant (GTE) "réalité sociale" a joint l'acte à la parole. Il a déposé ses livres et est allé voir la vie réelle.

Qu'avez-vous fait cette journée ?

Leen. Le matin, nous avons eu droit à une visite guidée à la maison médicale de Médecine pour le Peuple à Hoboken. A 13 heures, nous sommes allés voir des patients. Avec Joris, j'ai rendu visite à Linda. Elle est ouvrière et depuis deux mois, elle souffre d'un mal au dos qui l'oblige à rester à la maison. Linda nous raconte: «A l'usine, je suis toute seule à la machine de telle sorte que je ne puisse parler à personne. Même pas pendant les pauses, puisque je n'en prends pas. Je n'ai même pas le temps de manger. Je dois transporter des paquets très lourds à la chaîne et les emmagasiner. Ma machine n'est jamais soumise au contrôle de sécurité car elle est la dernière de la rangée; le contrôleur n'y passe jamais»

Nous nous sommes ensuite tous réunis et nous avons échangé nos expériences. Des histoires comme celle de Linda, nous en

avons entendu des dizaines !

Quelles conclusions en as-tu tiré ?

Leen. Oh, de tout. Aux cours, nous entendons de temps à autre que «cette maladie se retrouve le plus souvent dans les couches sociales défavorisées», mais cela s'arrête là! J'avais l'impression de vivre dans un monde privilégié. Grâce aux enquêtes sociales nous avons appris qu'un patient est le plus souvent malade suites aux conditions de travail trop

pénibles ou au stress occasionné par le chômage.

Votre initiative a-t-elle suscité beaucoup d'intérêt ?

Leen. Oui! nous avons un grand atout: beaucoup d'étudiants commencent des études de médecine car ils veulent faire quelque chose pour l'humanité. Mais le problème est que beaucoup d'entre nous ont le réflexe — qu'on nous a appris — de ne voir que l'aspect technique de la consultation. On n'ausculte pas une person-

ne, mais une infection pulmonaire. Il nous faut attendre 4 ans avant de voir des patients. Nous estimons qu'il est nécessaire, dès le début, que les étudiants soient familiarisés avec le contexte social du patient. Et c'est ce qu'ils peuvent apprendre en participant à l'une de ces journées.

Que penses-tu des médecins de Médecine pour le Peuple ?

Leen. Les médecins de MPLP axent leur travail médical sur la lutte pour une société meilleure, pour le socialisme. Mais quant à savoir si je prendrai un engagement aussi strict qu'eux et si je suis pour le socialisme, cela je ne le sais pas encore...

As-tu encore des projets pour le GTE "réalité sociale" ?

Leen. J'espère que nous trouverons encore plus de collaborateurs.

Nous pourrions peut-être entamer une véritable recherche scientifique par exemple sur la tendinite à Opel. Proposer aux étudiants de faire leur stage à MPLP ou organiser un débat sur la mise en place de nombreux clausus.

As-tu encore un dernier message pour nos lecteurs ?

Leen. Pour ceux qui veulent travailler à notre GTE "réalité sociale", qu'ils remplissent le bon à page 12.

"Droits" dans la réalité ? mmm, ... plutôt "de travers", non ?

Les événements des dernières semaines ont montré le vrai visage de l'appareil judiciaire. Les parents de Julie et Mélissa dénoncent ce dernier ainsi que la gendarmerie comme étant les seuls responsables de la mort de leur enfant. La Justice belge est une justice de classe «Si cela avait été le fils de Dehaene qui avait été enlevé par Dutroux, on aurait vite fait de le retrouver.» >>, nous a dit un métallo.

Il vaut mieux être riche...

C'est ce qui s'est vérifié dans la réalité lors de l'enlèvement d'Anthony De Clerck, fils d'un baron du textile. Tous les moyens possibles et imaginables ont été mis en œuvre pour retrouver le petit garçon. Mais pour les enfants du peu-

ple comme Julie, Mélissa, An, Eefje, Loubna... pratiquement rien n'a été fait! Avec le groupe de travail "juristes progressistes" et quelques avocats du PTB, nous voulons travailler sur cette réalité concrète du monde judiciaire belge. Léonard Weinglass, l'avocat de Mumia Abu Jamal, a déclaré: «Aux Etats-Unis, il y a entre 600 et 700.000 avocats. 90 % d'entre eux s'occupent des affaires des riches, 10% des 90% les plus pauvres!»

...et pas trop

contestataire

Nous voulons aussi nous occuper des défavorisés et des victimes de la répression lors de manifestations ou de piquets de grève. A Bruxelles, par exemple, il arrive fréquemment que des immigrés soient tabassés

par la police. Eux aussi ont besoin de notre aide juridique. Mais nous ne voulons pas seulement nous battre au niveau de l'appareil judiciaire. En étudiant et en faisant des propositions, nous voulons dénoncer haut et fort la Justice de classe et ses lois. C'est ainsi que nous soutenons, comme le font les avocats du PTB, le projet de loi Cécile Harnie pour les droits égaux et participons à Objectif 479.917.

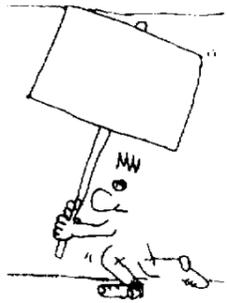
Mais nous devons également être conscients que le gouvernement ne fléchira que devant le pouvoir et la lutte du peuple. C'est la raison pour laquelle nous organisons des comités de soutien lors de certaines affaires judiciaires. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait pour Jamal, un étudiant de Bruxelles, embarqué lors de la

manifestation de Liège. Il devait comparaître mais grâce à notre mobilisation, Jamal a été acquitté. Le Procureur Général a pourtant décidé de faire appel. Nous devons donc continuer à soutenir Jamal. (voir page 5).

Cet exemple nous montre le vrai visage de notre appareil judiciaire. Certaines affaires peuvent déboucher sur une action concrète, qui nous permet de dénoncer le noeud du problème: notre système. C'est ainsi que nous voulons travailler avec le GTE "juristes progressistes", en sachant que nous pouvons compter sur le soutien des avocats du Parti du Travail de Belgique.

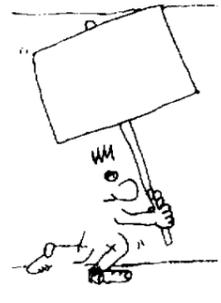
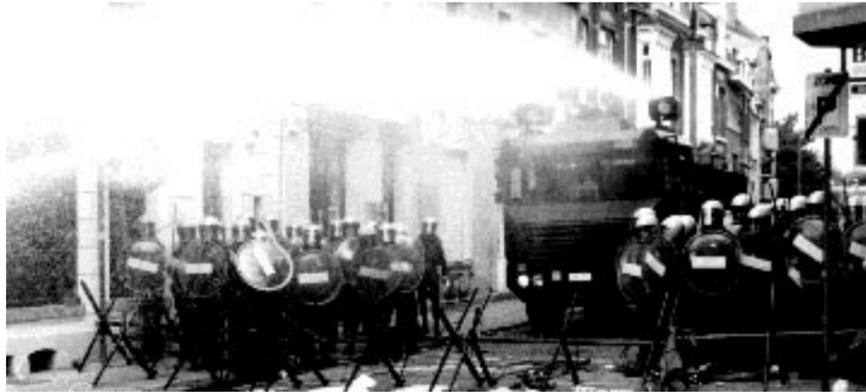
Nous pourrions également, par exemple, suivre pendant un mois le travail effectué par un bureau de juristes engagés. Si cela vous intéresse, prenez contact avec nous et renvoyez-nous le bon de la page 12.

Enseignement communautaire, mais répression nationale...



Francophones

Liège, 28 novembre 1995. Par miracle, aucun étudiant n'a été tué! Nous étions 10.000 à manifester pour le refinancement de notre enseignement. Les flics de Dehousse (PS) et de Vande Lannote (SP) nous sont rentrés dedans au moment où nous passions par un tunnel (la Trémie). Une partie d'entre nous a été arrêtée et certains ont même été poursuivis en justice. Pourquoi? Parce que le gouvernement voulait casser notre mouvement. Mais ça ne lui a pas réussi et ça ne lui réussira jamais. Nous, étudiants, sommes fermement résolus, avec de nombreux parents, professeurs, docteurs et avocats, à nous adresser au "comité de la Trémie" contre la ré-



Néerlandophones

Peter de Louvain raconte: "Vandenbossche veut introduire un examen d'entrée en médecine (actuellement, il prévoit un *numerus clausus*). LOKO, l'organisation qui regroupe l'ensemble des cercles de Louvain, a organisé une manifestation contre ces mesures. Peu après, 200 étudiants ont occupé la E40... jusqu'à ce que la gendarmerie de Tobback (SP) surgisse. Les gendarmes nous ont encerclés et relevé nos noms et adresses de nos kots. Beaucoup de jeunes ont été arrêtés. J'ai été poursuivi avec 5 camarades ("les 6 de Louvain"). Par-

dessus le marché, chacun a reçu chez lui une lettre pour expliquer les limites de la liberté d'opinion.

Pourquoi cette répression particulièrement dure? Le but est de réprimer le mouvement qui monte et d'empêcher la fusion entre les mouvements néerlandophone et francophone. Selon nous, l'occupation de la E40 n'est pas un crime. Manifester est un moyen de lutter pour nos revendications. Au procès des six de Louvain, une quinzaine d'étudiants étaient présents. Il a été reporté au 2 octobre. Je lance un appel à tous pour assister à ce procès. Rendez-vous à 8h00 à la gare de Louvain

pression. 2.500 personnes (dont un grand nombre de personnalités, syndicales et autres) ont déjà appuyé de leur nom cette initiative. Grâce au comité, une centaine de personnes sont venues soutenir Jamal lors de son procès. Etudiant bruxellois, Jamal était poursuivi pour "incitation à la rébellion" et "jets de pierre". Il a été entièrement acquitté. Parce que nous avons mobilisé le comité, les procès de Germain, Ward et Frédéric ont été reportés. P.S. : en dernière info, le procureur général a fait appel contre l'acquittement de Jamal. Le verdict sera rendu le 24 septembre à 9 heures au tribunal de Liège. Soyons-y nombreux.

Donc... un comité national

Il nous faut donc un comité national, qui exige le retrait inconditionnel de toutes les poursuites judiciaires contre les étudiants et les travailleurs qui luttent pour leurs droits. Nous appelons à assister aux différents procès:

- Celui de Jamal,
- Celui de Frédéric,
- Celui de Jamal,

- Celui de Frédéric, le 7 octobre, au palais de justice de Liège.
- Celui des six à Louvain, le 2 octobre. Rendez-vous à 8h00 à la gare de Louvain.

- Contacte-nous, si tu as été victime toi-même ou si tu veux collaborer avec nous (voir bon p. 12).

A bas le racisme! Egalité, maintenant!

Lors de "Serve the People", nous voulons également présenter le groupe de travail "Jeunes pour Objectif". Il a démarré en 1991 pendant la campagne de pétition Objectif 479.917, après la première percée électorale des partis fascistes.

Presque cinq ans plus tard, la pétition a recueilli plus d'un million de signatures (le premier Objectif a donc largement été dépassé) et la campagne est devenue un véritable mouvement pour les droits égaux des immigrés.

La pétition exige l'octroi automatique de la nationalité belge à tous ceux qui résident légalement en Belgique depuis plus de cinq ans. Mais malgré le soutien massif à cette reven-

dication concrète et réalisable, il y a encore du pain sur la planche dans la lutte contre le racisme, le nationalisme et pour l'égalité des droits. Vous pouvez vous engager dans cette lutte avec nous, à l'université. Nos plans comprennent: soirées d'information, actions, activités en tous genres contre les discriminations légales et les discriminations de fait.

N'hésite pas à nous contacter! Deux activités sont déjà planifiées:

- 1 une grande fête antiraciste à Anvers dans le hall des sports le 23 novembre 96
- 2 la manifestation du dimanche 23 mars 97 à Bruxelles.

Une ligne d'alarme contre les brutalités policières

Dans le même cadre, il existe une autre initiative: la Ligne d'Alarme. Les jeunes ou les ouvriers ne sont plus à l'abri des agressions de la gendarmerie et de la police.

En 1991, Mimoun est mort pour avoir shooté dans une boîte de Coca vide. Cette année, Bajro a été abattu à Molenbeek pour une banale histoire d'assurance-auto. En juin, Stéphane a été tué à Arlon pour quelques fleurs. Les brutalités policières touchent surtout les jeunes et les

immigrés, particulièrement ceux qui se battent contre le racisme ou pour un enseignement démocratique.

La Ligne d'Alarme exige la condamnation et la démission des policiers fascistes. Avez-vous été témoin ou victime de violences racistes ou policières? Voulez-vous porter plainte? Voulez-vous faire connaître votre témoignage et le publier? Si tel est le cas ou si vous voulez nous aider dans la permanence téléphonique. Tél: 02/245 83 72.

"En tout cas, moi j'y serai le 8 octobre" »

Pendant l'été, les ministres n'ont pas chômé. Le 4 septembre, le gouvernement de la Communauté française a voté le décret sur les hautes écoles, comparable à celui que le ministre Van den Bossche de l'enseignement néerlandophone a introduit voici trois ans. Immédiatement, certaines écoles supérieures, comme Cardijn à Louvain-la-Neuve, ont déclenché la grève. Tout est en place pour un nouvel automne chaud. Le 8 octobre, la première manifestation de l'enseignement traversera Charleroi.



Stéphanie. Cavabouger! A la rentrée, on commence par une assemblée générale et le 8 octobre c'est déjà notre première manif à Charleroi. J'espère que les étudiants néerlandophones viendront aussi... En tout cas, moi j'y serai.

Kris. En tant qu'étudiants néerlandophones, notre présence est fondamentale pour mener la lutte ensemble. Nous luttons contre les conséquences de l'autonomie budgétaire et pour le retrait du décret "Hobu" (enseignement supérieur) en Flandre. Du côté francophone, vous luttez contre cette même autonomie. Vous devez vraiment tout faire pour arrêter cette mesure, car en Flandre, nous en voyons déjà les résultats: restrictions sur tous les plans, fermetures des petits campus, plus de petites classes mais de grands auditoriums, réductions sévères du personnel...

C'est ainsi que commence notre entretien avec Kris, Stéphanie, Sara et Mehdi. Nous avons appris à les connaître pendant les actions précédentes. Sara est étudiante en médecine,

decine à la VUB et siège au conseil social. Mehdi est marocain et suit des cours de langues à l'ULB. Kris est étudiant en sciences commerciales à Anvers et siège dans le conseil de son département. Stéphanie est étudiante en philologie classique à Saint-Louis (Bruxelles).

La manifestation du 8 octobre concerne-t-elle les enseignants ou les étudiants ?

Kris. Les deux ! Des réductions du personnel ont inévitablement des conséquences pour les étudiants. Le licenciement des profs entraînerait la fermeture des petits campus. Ce qui signifie que les étudiants dont la spécialité est supprimée sont souvent obligés de s'inscrire dans une école beaucoup plus éloignée.

Les étudiants des hautes écoles seront donc là. Mais pour quelles raisons les étudiants universitaires se joindraient-ils aux actions ?

Stéphanie. Le numerus clausus évidemment! Le gouvernement de la Communauté française a créé une commission pour étudier les modalités pratiques de l'examen d'entrée et a demandé à la FEF de participer à ce travail. Si nous y

collaborons, nous donnerons l'impression d'accepter le principe du numerus clausus. C'est hors de question !

Sara. Le mécontentement touche aussi les étudiants en médecine, parce qu'on veut réduire l'accès aux études. Les étudiants qui ont terminé leur septième année reçoivent un numéro de l'Inami, de sorte que leurs patients sont remboursés via la mutuelle. Jusque là pas de problème. Mais une loi a été votée réduisant à 600 le nombre de ceux qui ont droit à un numéro Inami. Or, 1.000 médecins terminent leurs études chaque année. 400 seront donc privés de numéro. La situation est intenable.

Le ministre flamand de l'Enseignement, le socialiste Van den Bossche, a-t-il joué un rôle ?

Sara. Oui, il a décidé d'introduire un examen d'entrée à partir de la première candidature. Du côté francophone, l'examen d'entrée viendra après la troisième candidature. Mais le numerus clausus en médecine n'est qu'un début, car il est aussi question de l'appliquer en pharmacie et en dentisterie. Ils considèrent que les études médicales coûtent trop cher au patronat.

Pourquoi rejetez-vous le numerus clausus ?

Sara. On dit toujours qu'il y a trop de médecins. Mais beaucoup continuent à travailler après 65 ans. Certains ont aussi beaucoup trop de patients. Une solution serait peut-être de réduire le nombre des patients par médecin et d'obliger les médecins à prendre leur retraite à 65 ans.

Avez-vous déjà mené des actions ?

Sara. Nous avons d'abord organisé un débat à l'université avec la participation de la VVS (association des étudiants flamands) et du président de la chambre syndicale. J'y ai présenté ma proposition, mais il m'a répondu que son salaire annuel de 5 millions lui suffisait à peine! Nous avons également diffusé un autocollant: «En novembre, il y aura trop de médecins. En décembre, trop de dentistes. En juin, trop de romanistes. Et ensuite, numerus clausus pour tout le monde.» La réaction des étudiants a été très positive.

Mais les étudiants ont encore d'autres raisons de participer aux actions de l'automne.

Mehdi. Je suis étudiant étranger et membre d'une association d'étudiants. Nous étions en colère lorsque nous avons appris les plans de Vande Lanotte, le ministre de l'Intérieur. Son décret nous rend la vie encore plus dure. Ainsi, un étudiant qui dépend du CPAS ou qui n'a pas assez de moyens pour (sur)vivre pourra être "invité" avec insistance à retourner dans son pays, ou il sera purement et simplement expulsé.

Peux-tu citer des exemples ?

Mehdi. Pas d'expulsions. Mais pour un étudiant marocain, il est pratiquement impossible de venir étudier en Belgi-

que. Il doit prouver qu'il gagne au moins 20.000 francs par mois, ce qui correspond au salaire mensuel de deux fonctionnaires au Maroc! Le ministre peut même renvoyer un étudiant dont les résultats sont insatisfaisants. Il peut même demander l'expulsion d'un étudiant qui souhaite rester en Belgique après ses études. C'est très dangereux et ce sont des décisions racistes.

Un ami étranger m'a expliqué qu'il a payé un minerval de 100.000 francs...

Mehdi. Oui, il y en a même qui paient encore plus! Outre le minerval, les étudiants qui n'ont pas de famille en Belgique doivent payer 45.000 francs pour un graduat et jusqu'à 200.000 francs pour des études de médecine. Et ce n'est pas tout! Un étudiant marocain doit encore payer 50.000 francs de plus pour que le bac obtenu au Maroc soit considéré comme équivalent au diplôme belge d'enseignement secondaire.

Stéphanie. On dit souvent que les étudiants étrangers touchent des aides du CPAS. Ce n'est pas vrai, car dans ce cas ils risquent d'être expulsés.

Licenciements et fusions dans l'enseignement supérieur, classes surpeuplées dans des écoles plus éloignées, examens d'entrée aux universités, mesures contre les étudiants étrangers... Nous voyons bien quels sont les étudiants les plus touchés par les mesures d'austérité.

Stéphanie. En effet, ces mesures renforcent la sélection de classe: les jeunes dont les parents ont l'argent pour couvrir tous ces frais n'auront pas de problèmes. Les jeunes issus de milieux ouvriers ne pourront pas payer.

Nous vous verrons donc à la manif du 8 octobre à Charleroi? (en chœur) : Certainement!



Notre alternative

Sur la page précédente, nous avons donné la parole à Stéphanie, Kris, Sara et Mehdi, qui ont soulevé plusieurs problèmes. MML y apporte une alternative combative en cinq points.

1. Le supérieur sous les feux

Kris parle des mesures dans le supérieur. Le décret Grafé a été voté le 4 septembre dernier au Conseil de la Communauté française. Le décret fixe le financement des hautes écoles (fusionnées). C'est une copie du décret HOBU (le décret sur les hautes écoles) introduit il y a trois ans du côté néerlandophone. Les mots clés sont: autonomie, fusions et rationalisation. Qui se traduit par classes surpeuplées, privatisations et enseignement élitiste. Les fusions seront opérées dès cette année: 113 hautes écoles fusionnent pour former 30 mega-institutions (décret d'août 95). Par ailleurs, le gouvernement a décidé de verrouiller le budget de l'enseignement supérieur à un montant de 10 milliards jusqu'en 2001!

Et ce, alors qu'on attend d'ici là 20.000 nouveaux étudiants dans le supérieur (*Le Soir* du 5.06.96). En outre, le minerval est porté à 12.000F. Enfin, les trisseries sont mis à la porte: un étudiant qui échoue deux fois en première candi de sociologie ne pourra plus entamer des études d'assistant social.

Nous défendons :

- non aux fusions et à l'autonomie.
- réouverture de tous les établissements fermés.
- retrait des décrets Lebrun-bis (août 95) et Grafé (septembre 96).
- retrait du décret HOBU de Van den Bossche (1993).

2. Nike et Texaco à l'école ?

Chaque école supérieure reçoit sa part du gâteau de 10 milliards. Les trois quarts sont un "montant fixe", un quart dépend du nombre d'élèves. La guerre pour attirer le plus grand nombre d'élèves est ouverte. Vu l'étroitesse des enveloppes, les écoles devront aussi mendier de l'argent au privé, ce qui devient leur "droit autonome". Des places de stage sont échangées contre un droit de regard dans le programme et un droit de regard dans les conseils d'administration.

Aux Pays-Bas, cette autonomie a conduit à la mise en place d'ateliers de Nike en guise de leçon de gym. Les ordinateurs sont sponsorisés par Texaco et les cantines scolaires sont gérées par les supermarchés Al-

bert Heyn. (*NRC Handelsblad*, 25.11.95).

Nous défendons:

L'enseignement doit être financé par l'Etat et non par les entreprises privées. Pas de représentation de l'industrie dans les hautes écoles, pas d'immixtion du privé dans les programmes. Les stages en entreprise peuvent être une manière de rapprocher l'enseignement de la réalité sociale mais aussi de faire coller immédiatement l'enseignement aux besoins des grands patrons.

Les établissements d'enseignement doivent avoir le dernier mot en ce qui concerne le contenu des stages. Les stagiaires ne peuvent en aucun cas remplacer le personnel en place et les stages doivent être axés sur la formation. Les stagiaires doivent être rénumérés comme le personnel fixe. Dans l'entreprise, les stages doivent se dérouler sous le contrôle des syndicats.

3. Et à propos

de la sélection et du Numerus Clausus (NC)?

Sara a raison de dire que le NC confère à l'enseignement un caractère de plus en plus élitiste. Le ministre de la santé publique prétend qu'il y a trop de médecins. Mais il ressort d'une étude de l'Université de Liège qu'un quart des gens ne vont pas chez le médecin quand c'est nécessaire. Lorsque les ministres disent qu'il y a "trop" de médecins, nous devons nous poser la question "trop pour qui?". Si l'on part des besoins de la population, il y a *trop peu* de médecins! Par ailleurs, le NC dans une branche ouvre la porte à l'instauration d'un NC dans les autres orientations. Il est question

dès

maintenant de poser des limites en droit. Il y aurait trop d'avocats. Mais là aussi, il faut se demander: combien de réfugiés ont besoin d'une bonne défense, combien d'immigrés veulent se défendre directement face à la répression policière, combien de syndicalistes ont besoin d'avocats qui les protègent des astreintes...

Nous défendons:

- non à toute forme de limitation du nombre d'étudiants.
- pour la médecine gratuite au service du peuple.

4. Droit à l'acquisition des connaissances, y compris pour les étudiants étrangers

Mehdi parle des mesures qui ferment la porte de l'Europe aux étudiants étrangers. Pourtant, ce sont "nos" multinationales qui sont les premières responsables de la misère dans le tiers monde et qui sont responsables du fait qu'il est presque impossible d'y étudier. Comment un pays du tiers monde peut-il organiser l'enseignement quand ses richesses sont pillées par l'Occident et le FMI?

Nous défendons:

- droit à l'enseignement, à l'acquisition de la connaissance et des sciences pour tous.
- frontières ouvertes, y compris pour les étudiants étrangers.
- remise de la charge de la dette et soutien aux mouvements démocratiques de libération nationale.

5. Toutes ces mesures

coûtent... C'est sous la pres-

1
SERVE THE PEOPLE. Journal étudiant de solidarité



si on des diktats de Maastricht, imposés par la Table ronde des industriels européens, que le gouvernement fait passer toutes les mesures d'austérité. Si on compare la part du PNB dépensé pour l'enseignement du pays en 1981 et en 1991, le résultat est consternant: elle est passée de 6,9% du PNB à 5,3%. Il faudrait 100 milliards pour revenir à un enseignement tel qu'en 1981. Dès lors, deux choix s'offrent à nous: soit gérer la misère et les enveloppes. C'est la piste du refinancement interne (par exemple: lutte

contre le gaspillage...). Soit exiger un enseignement gratuit et accessible à tous, ce qui nécessite un refinancement de tout l'enseignement. Est-il normal qu'un gouvernement d'un pays industrialisé ne consacre que 5,3% de son PNB à l'éducation alors que Cuba, pays du tiers monde, en consacre 23,6%? Mais si on estime qu'un refinancement est nécessaire, est-ce aux travailleurs de payer? Non, cela fait quinze ans qu'ils ne cessent de payer. Et puis, cela changerait-il quelque chose que nos parents ne doivent payer "que" 10.000 F de minerval alors que les soins de santé leur coûtent 40.000 F? Si nous ne voulons pas que nos parents paient une fois de plus, il n'y a pas 36 solutions: ce sont les riches qui doivent payer!

Nous défendons:

- oui au refinancement; 100 milliards de plus pour l'enseignement, aux frais des riches.
- suppression de tout minerval.
- oui à l'octroi d'un salaire étudiant (comportant kot,...), favorisant l'égalité des chances.

Grande manifestation à Charleroi le 8 octobre 1996



La FEF (Fédération des Etudiants Francophones) appelle à manifester en masse contre le décret Grafé et le numerus clausus. Le SEL-Setca (Syndicat de l'Enseignement Libre) se joint au mouvement et appelle lui aussi à manifester. MML soutient le mouvement et sera présent à la manifestation.

"La connaissance est aux ouvriers ce que l'étincelle est à la poudre"

Certains dirigeants étudiants (de la FEF) pensent "qu'il faut un enseignement démocratique pour avoir une société démocratique". Mais est-il possible que dans un système basé sur l'exploitation des masses laborieuses la connaissance soit accessible à tous ? D'autres étudiants disent que la tâche de l'enseignement est d'éliminer les antagonismes sociaux. Est-ce faisable ou n'est-ce qu'une illusion ? Voyons les différents aspects de la question.

1. L'accès à la connaissance

Premièrement il y a les barrières financières et matérielles. Pour l'enseignement supérieur, le coût moyen des études en 86-87 était de 82.119 F. Aujourd'hui c'est 110.142 F sans compter le coût de la vie (manger, kot,...) ! (1) Grafé a augmenté le minerval jusqu'à 12.000 F, les trisseurs ne seront plus subsidiés. Il y a 11 ans, au nord du pays, on trouvait encore 11.900 étudiants universitaires qui percevaient une bourse tandis que cette année ils ne sont plus que 9.348. (1) Quelle famille de travailleurs peut encore supporter ce coût ?

C'est ainsi que l'enseignement supérieur est "volé" aux enfants des couches "défavorisées". A la fin du XXème siècle moins de 5% d'enfants d'ouvriers suivent l'enseignement supérieur universitaire. Dans l'URSS de 1928, seulement 11 ans après la chute du régime féodal-tsariste, qui connaissait un taux d'analphabétisme de 79%, 41% des étudiants universitaires étaient des enfants d'ouvriers. (2)

2. La méthode : la séparation entre travail manuel et travail intellectuel

D'une part, le patronat veut que l'enseignement général et que les unifs fonctionnent en dehors de la réalité sociale et du travail pratique. Onkelinx l'a traduit : "La formation dans l'enseignement général doit retrouver un caractère plus général" (3). Le gouvernement veut "isoler" les intellectuels de la réalité sociale, des conditions de vie et de travail. Lénine écrit : «Les ministres considèrent les travailleurs comme de la poudre; et comparent l'enseignement et la connaissance à une étincelle. Les ministres sont convaincus que l'ex-

plosion se dirigera en premier lieu contre le gouvernement comme l'étincelle vers la poudre.» (4)

D'autre part, le patronat exige que dans les écoles techniques et les écoles supérieures à orientation technique, il soit seulement enseigné un métier hyper-spécialisé. Les infirmières, les assistants sociaux, les travailleurs ne peuvent pas avoir une vision d'ensemble. Ils sont privés de la science, de la connaissance générale et surtout d'une méthode de pensée. Onkelinx explique clairement : «La formation qualifiée doit être réorganisée autour des profils de formation... Les employeurs sauront clairement que tel diplôme technique ou professionnel correspond à telles ou telles compétences requises.» (5)

Dans l'ancienne RDA, il existait un enseignement polytechnique pour tous jusqu'à 16 ans. Ensuite on pouvait choisir entre une orientation professionnelle ou le "bac". Mais toutes les options donnaient accès à l'université.

3. Le financement de l'éducation

Nadia Moscufo raconte. «Quand j'ai visité l'unif de Bayamo (Cuba), j'étais très émue, j'ai dit aux Cubains : "Je viens d'un des pays les plus riches du monde et je n'ai jamais mis les pieds dans une unif. J'ai dû attendre d'être dans un pays socialiste pour le faire. J'ai arrêté l'école à 17 ans. J'avais des difficultés à suivre et il n'y avait personne pour m'aider, ni à l'école, ni à la maison". J'avais les larmes aux yeux en racontant cela et je n'étais pas la seule.» (6)

En Belgique, 5,1% des richesses du royaume (PNB) seulement vont à l'enseignement et ce chiffre diminue encore. A Cuba, qui subit un embargo depuis 37 ans ce chiffre est de



23,6%. Chez nous nous voyons arriver des méga-classes dans les 30 Hautes Ecoles et dans certaines facultés, les leçons sont données dans des auditoriums archi-combles. Dans le capitalisme, les parents doivent payer pour l'éducation et la formation de leurs enfants. A Cuba, pays du tiers monde, les étudiants sont logés, il y a un accompagnement pour les devoirs, des discussions collectives et un professeur pour dix élèves (7).

Marx avait raison lorsqu'il écrivait : «La classe bourgeoise n'a pas les moyens, ni l'envie d'offrir au peuple une éducation véritable.»

4. Le contenu : au delà de la neutralité

- Cite cinq rois de Belgique. Cela te semblera beaucoup plus facile que de trouver cinq noms de grands dirigeants de grèves de l'Histoire de Belgique.

- Sophie a apporté son cours de médecine : «Quand vous examinerez, parmi la population vos patients qui souffrent du dos, vous ferez le constat que ces lamentations sont employées à mauvais escient pour arriver à un autre but» (8). Ces travailleurs avec des maux de dos tous des profiteurs!

- Certaines entreprises "donnent" à des écoles sup' des places de stages si elles ont

leur mot à dire sur le contenu des cours.

Le contenu de l'enseignement n'est donc pas "neutre" ou "exempt de toute valeur" mais il se met au service de la classe sociale dominante, chez nous les grands patrons.

L'enseignement reproduit les classes sociales existantes

C'est une illusion de vouloir éliminer les antagonismes sociaux. Au contraire, par les embarras financiers et matériels, par la séparation entre travail intellectuel et manuel, par la politique d'austérité, par le contenu de l'enseignement, ce dernier reproduit les classes sociales existantes.

A l'intérieur du capitalisme, un

enseignement tout-à-fait accessible et une éducation polyvalente sont impossibles. L'enseignement empêche les enfants des classes opprimées d'avoir accès à la connaissance et aux méthodes d'action qui leur permettraient de s'engager dans le combat pour renverser le système capitaliste. La révolution sociale et le pouvoir de la classe ouvrière, sont nécessaires pour accomplir une révolution culturelle.

1. Solidaire, 1/5/96 — 2. Solidaire, 24/4/96 — 3. Onkelinx, Projet Pédagogique, proposition 6 — 4. Lénine, Sur l'éducation populaire, Ed. Progrès, p. 6 — 5. Onkelinx, Projet Pédagogique, proposition 7 — 6. Solidaire, Special Jeunes, 29/5/95 — 7. Unicef, Etat Mondial de l'Enfance 1993 — 8. Ruca, cours de médecine, 1995-1996.



Notre société est divisée en classes sociales

Esclaves contre esclavagistes, serfs contre nobles, travailleurs contre capitalistes. Historiquement, toutes les sociétés jusqu'à aujourd'hui incluent, sont divisées en classes sociales. La position de classe de chacun dépend de la place que nous occupons dans la chaîne de production. Ceux qui possèdent la terre, les chevaux, les machines, les usines (les moyens de pro-

duction) s'opposent à la classe qui ne possède rien.

Les sociétés de classes ont été démasquées par l'exploitation: les classes dominantes ont toujours volé les fruits du travail des couches opprimées. Sous le capitalisme (et, on est en plein dedans!), les propriétaires des usines volent une partie du travail des travailleurs, la plus value.

Si tu veux en savoir plus à ce sujet commande "Le Manifeste du parti communiste" de Marx et Engels (1848).

Sur 100 enfants de cadres	Sur 100 enfants d'ouvriers non qualifiés
---------------------------	--

- 4 doivent doubler la 1ère primaire
- 13 ont un retard à la fin des primaires
- 80 terminent le secondaire général
- 3 terminent le secondaire professionnel
- 68 entament des études supérieures

- 21 doivent doubler la 1ère primaire
- 50 ont un retard à la fin des primaires
- 36 terminent le secondaire général
- 33 terminent le secondaire professionnel
- 9 entament des études supérieures

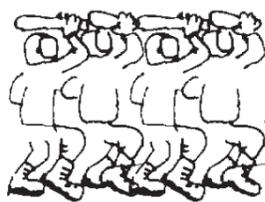
LIVRE "L'ECOLE SACRIFIEE"

Nico Hirtt, L'école sacrifiée. La démocratisation de l'enseignement à l'épreuve de la crise du capitalisme, EPO, 1996.

"Il suffit de parcourir, à la table des matières, l'intitulé des chapitres pour constater qu'aucune des questions posées par la crise de l'école n'a été oubliée. Pour fonder leur exigence d'un refinancement de l'enseignement, pour motiver leurs combats futurs, les enseignants auront à coeur de se plonger dans L'école sacrifiée." (Préface de J.M. Ansciaux, R. Doghne et A. Lacroix) A commander p.12.

Réforme ou révolution : quatre mythes sur le PS

Les partis socialistes PS et SP ont été sérieusement compromis ces derniers temps : plan global, affaire Agusta, fraude INUSOP, politique réactionnaire et répressive de Tobback et Vande Lanotte, assassinat d'André Cools, américanisation de l'enseignement... Certains étudiants progressistes se cramponnent néanmoins à quelques vieux mythes sur le PS. Nous les analysons ci-dessous.



1. PS = vote utile ?

"Le PS est devenu un parti gestionnaire, mais s'il n'est pas au gouvernement, ce seront les libéraux, qui sont pires..." Beaucoup de gens croient encore à cette fable sur le PS, rempart contre la privatisation des entreprises publiques et contre le démantèlement de l'enseignement démocratique et de la sécurité sociale. Mais à propos de la politique du gouvernement PS-PSC, Verhofstadt avoue: «Il y a cinq ans, je disais déjà qu'il fallait privatiser. A cette époque, on me traitait de Thatcher. Mais le gouvernement actuel privatise à un rythme tel que je ne sais pas suivre.»(1) Le PS agit le spectre de la peste (l'arrivée des libé-



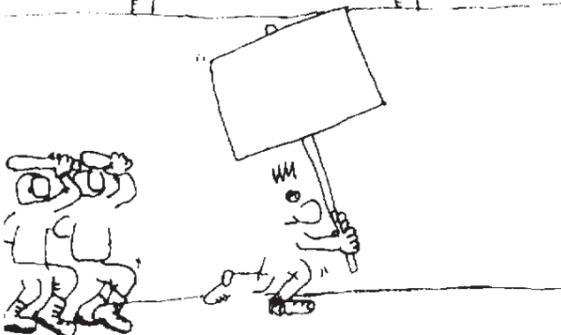
raux au gouvernement) pour faire oublier que le choléra (les socialistes au gouvernement) provoque autant de ravages. Le PS un vote utile? Sans aucun doute, mais pour qui? Certainement pas pour les ouvriers, ni pour leurs enfants et ni pour les étudiants. Mais utile pour le patronat qui, grâce

au PS, a vu ses bénéfices augmenter de 230 milliards entre 87 et 95.

2. PS = parti incontournable ?

"Le PS mène une politique néolibérale, mais c'est un grand Parti, ce n'est donc qu'avec lui qu'on pourra changer quelque chose, n'est-ce pas?" Autant croire au père Noël ! L'Histoire montre que les De Man, Dehousse et compagnie n'ont rien changé. Au contraire ils ont tous été à la base de mesures inhumaines.

Michel, ex-membre du bureau national du Mouvement des Jeunes Socialistes a déchiré sa carte du PS: «Je pensais que le PS serait l'ange gardien de l'enseignement, des services publics et des chômeurs, comme il l'avait promis lors de sa campagne électorale.»(2) Lorsque le bourgmestre PS Dehousse a envoyé la police et la gendarmerie contre les étudiants, la coupe était pleine. Il a décidé d'adhérer au PTB.



3. PS = réalisme de gauche ?

D'autres encore croient qu'il faut soutenir le PS par "réalisme". «Tous les socialistes partagent mon dilemme: révolte car les inégalités augmentent, responsabilité car le PS veut aménager les choses. Selon le poste qu'on occupe, on exprime plus sa révolte ou son sens des responsabilités. En réprimant la manifestation des étudiants à Liège, c'est le sens des responsabilités qui guidait Jean-Maurice Dehousse.» (3) Ce sont les paroles de Busquin, président du PS. Il faut reconnaître que c'est bien trouvé. A son poste, le petit militant PS sur le terrain exprime sa révolte, alors que le chef du PS à son poste lui aussi exprime son sens des responsabilités en faisant tabasser le petit militant PS. C'est ce même "sens de la réalité" qui a décidé Vande Lanotte de créer de véritables camps de concentration pour les réfugiés, comme celui de Steenokkerzeel.

Soutenir le parti socialiste n'est pas du réalisme de gauche mais revient, au contraire, à accepter le réalisme du système capitaliste.

4. PS = partisan du socialisme ?

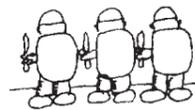
On entend souvent dire : "Il faudrait que le PS redevenne ce qu'il était, un vrai parti de gauche." Une chose est sûre c'est que les lois-cadres, les décrets Onkelinx-Grafé et le plan global tiennent plus du néolibéralisme que du socialisme ! Mais le PS a-t-il un jour défendu le socialisme ?

• Certainement pas dans les années 60, lorsque le PS, à l'issue des grandes grèves de l'hiver 60-61 contre la loi unique ("contrat d'avenir"), revendiquait le fédéralisme pour diviser les travailleurs et les détourner de la lutte anticapitaliste.

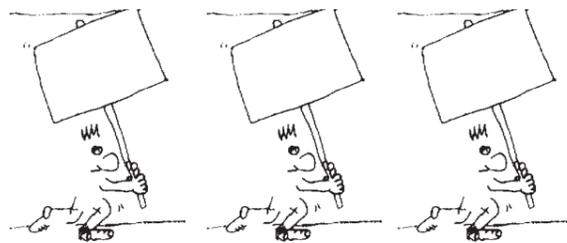
• Sûrement pas en 1940, lorsque Henri de Man, président du POB (ancêtre du PS), accueille à bras ouverts les nazis et appelle les militants du parti à collaborer avec les fascistes: «V oici ce que je vous demande de faire. Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant... Pour les classes laborieuses et pour le socialisme (sic!), cet effondrement d'un monde décrépi, loin d'être un désastre est une délivrance.» (4)

• Encore plus loin alors ? En 1914-18, le POB soutient une des plus grande boucherie du siècle : 10 millions de morts sacrifiés pour qu'une poignée de patrons se partage les colonies. Vandervelde, président du POB, déclare alors: «La première guerre mondiale est une guerre sainte pour le droit, la liberté et la civilisation»(5).

• Mais au tout début, le POB n'était-il pas pour le socialisme?... Eh non! En 1890, cinq ans après le premier congrès du POB, un de ses dirigeants, Césaire de Paepe déclare: «Nous voulons le suffrage universel pour éviter une révolution. Réforme ou révolution... tel est le dilemme qui se pose au peuple belge.»(6)



Depuis plus d'un siècle, le PS s'emploie à "réformer" le capitalisme. Pour en arriver où ? Dans les marais du néolibéralisme, des scandales et de la pauvreté universelle.



Révolution !

Le PS n'a jamais été partisan du socialisme. Tous ceux qui ont cru transformer le PS ont été trompés. Le PS n'est pas "incontournable", à moins de vouloir protéger les patrons. On ne peut pas guérir les maux de notre société par des "réformes", en recimentant la façade, en essayant de gommer ce qui nous choque le plus. C'est le système même de la course aux bénéfices et de la production anarchique qui est dépassé et atteint d'une maladie incurable. La moitié des 5,6 milliards d'habitants de la planète ne dispose même pas des moyens de se procurer les médicaments les plus élémentaires, un tiers des enfants du monde est sous-alimenté, la pauvreté est la plus sinistre maladie dans le monde. (7) Il y a 150 ans, Marx montrait déjà dans le Manifeste Communiste qu'il n'y a pas d'autre voie que la révolution: il s'agit de renverser ce système et de construire la société de l'avenir.

1. RTBF-radio, 23 mars 94. — 2. Solidarité, 10 janvier 96, p.4. — 3. Le Soir 5 décembre 95. — 4. H. de Man, Après le Coup, 1941, pp. 297-299. — 5. E. Vandervelde, La Belgique envahie et le socialisme international, 1917, p.12. — 6. Solidarité, 22 mai 1996. — 7. De Morgen, 2 mai 95 — 8. Ecolo.

Ecolo pour une autre société ?

Ecolo veut se profiler comme le parti de la "troisième voie", alternative entre le capitalisme et le communisme. Mais cette "troisième voie" est-elle si différente de la "société plus juste" version PS? Si on analyse les pistes de financement de la Communauté française proposées par Ecolo(8), on se rend compte que la "tro-

isième voie" mène tout droit au néolibéralisme! Ecolo, comme le PS, veut une réforme des congés de maladie, Ecolo veut même étendre la réforme «au niveau de l'ensemble de la fonction publique» (piste 11) (8). En 1994, Ecolo proposait les prévisions volontaires avec incitant financier, idée dont Onkelinx s'est large-

ment inspirée pour liquider 3000 emplois ! Ecolo n'est pas opposé aux fusions dans le secondaire, mais préconise les regroupements volontaires; feuille de vigne qui cache malles conséquences des fusions: suppressions d'emplois, classes surpeuplées, etc. Ecolo est aussi pour le minerval différé et les réductions des

cotisations patronales pour le secteur non-marchand. Toutes ces pistes entretiennent l'illusion qu'Ecolo a une alternative, mais cette "alternative" nous replonge tout droit dans le capitalisme sauvage car Ecolo ne rompt pas fondamentalement avec la politique du PS-PSC.

10

Etudiants de tous les pays, unissez-vous !

■ Hallo @ GTE-Int.

Un numéro d'internet ? Eh non, vous n'y êtes pas ! Ces lettres signifient "groupe de travail des étudiants, section internationale". Un nom peut-être un peu pompeux, mais qui désigne un groupe de jeunes débordant d'idées passionnantes ! Nous voulons organiser avec la Ligue Anti-Imperialiste des activités sur le thème "L'impérialisme assassine les peuples du tiers monde". Laissons la voix des peuples opprimés résonner jusqu'à notre unif ou notre école via des stands, des débats, des voyages, un petit magasin... Les propositions sont les bienvenues. Vous avez envie de vendre des produits du tiers monde pour la libération ? Vous voulez aller au tiers monde à travers un voyage pendant de là-bas ? Vous voulez un travail d'internat à l'étranger, unif ou dans une autre école ? Nous réaliserons vos projets et nous aiderons les peuples



Cuba

Brigade "Che Guevara" au 14e festival de la jeunesse à Cuba

Vous avez été actif pendant le mouvement étudiant et vous voulez voir ce qu'est l'enseignement sous le socialisme à Cuba. Vous êtes sportif et vous voulez voir comment le sport y est organisé. Vous aimez la poésie et vous voulez connaître la culture à Cuba. Venez avec nous et une centaine d'étudiants de Belgique, au 14e Festival de la jeunesse à Cuba. Près de **20.000 étudiants** du monde entier (180 pays) représentant 1.240 organisations des jeunes s'y donneront rendez-vous! Festival: 28 juillet au 5 août 1997. Voyage: 14 juillet au 5 août 1997.

Rwanda

Arrêtez les assassins!

Voici deux ans et demi, un effroyable génocide s'est produit au Rwanda. Savez-vous que des dizaines d'assassins et même de hauts responsables de ce génocide se baladent ici, en Belgique? Comme le chef de la gendarmerie rwandaise, Ndingilimana. Ce n'est pas un hasard: la Belgique a aidé à mettre en place le régime fasciste de Habyarimana. Des officiers de l'armée belge ont entraîné l'armée rwandaise qui, à son tour, a armé les milices fascistes. Juste avant le début du génocide, Willy Claes (alors ministre des Affaires étrangères) et Léo Delcroix (ministre de la Défense) ont rendu visite au chef d'Etat rwandais. Ils savaient déjà, par les rapports des Casques Bleus belges, que le génocide se préparait mais ils n'ont rien fait. Au contraire, quand l'enfer éclata, le 6 avril 1994, ils ont retiré les Casques Bleus et ont ainsi condamné des milliers de personnes à une mort atroce.

La LAI organise des actions contre les assassins rwandais et contre tous ceux qui les protègent ici en Belgique. Entre autres via la pétition "Arrêtez les assassins" Nous rassemblons de l'argent (notamment via la vente de cartes en tissu) pour le projet "Un village pour enfants".

Privat Rutazibwa sera en tournée dans notre pays du 11 novembre jusqu'au début décembre. Nous voudrions que ce prêtre rwandais et porte-parole du FPR participe à de nombreux débats sur la Justice au Rwanda, les problèmes des survivants du génocide ainsi que sur les responsabilités de la Belgique et du Clergé.

Prenez contact avec le GTE-Int. à votre unif. Vous pouvez aussi inviter directement un orateur dans votre cercle ou dans une autre organisation.



12 octobre
Cuba Socialista
commémore Che Guevara
avec des invités cubains
et la Nuit du Film Cubain
à partir de 13h à l'ULB à Bruxelles

Turquie

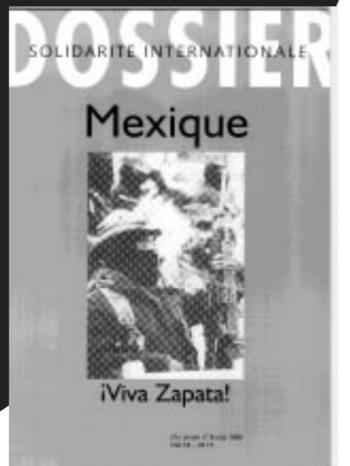
Bidonvilles contre le fascisme

Depuis des années, le peuple turc lutte pour une société plus juste. Il en a marre de la démolition sociale dans son pays. Pour contrer ce juste combat, la bourgeoisie a instauré une dictature fasciste. En 1995, les habitants du bidonville de Gazi à Istanbul se sont révoltés. 22 d'entre eux ont été abattus par la police!

Mais le peuple ne plie pas. Avec du courage révolutionnaire, de la culture et de la fierté, il tient le coup contre ce régime barbare et criminel. Il a énormément d'expérience et il veut nous en faire profiter. Intéressé? Venez avec nous en Turquie pendant les vacances d'été 1997.

Correspondre avec des jeunes du tiers monde

Que font, que pensent, que sentent, que vivent les jeunes aux Philippines, au Bénin, au Sénégal, à Cuba, en Turquie, en Inde...? Cela vous branche de connaître leur histoire ou de leur raconter la vôtre ? Demandez une adresse et à vos stylos !



Solidarité
Internationale
L'hebdomadaire à ne manquer par aucun défenseur du tiers monde.

L'autre Belgique : "C'est du Belge"

Vendredi 29, samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre

«C'est du belge» : ça recommence. Comme chaque année, nous partons à la découverte d'une autre Belgique. Elargir les frontières, voilà le mot d'ordre de notre week-end. Avec des étudiants de huit villes différentes, nous sortons de la tour d'ivoire de notre université et de notre école. Nous cassons les frontières de nos connaissances livresques, de nos belles théories pour découvrir la réalité sociale en Belgique.



Vendredi 29.11, nous irons dans les usines pour y discuter avec les ouvriers afin qu'ils nous expliquent leurs conditions de travail rendues pénibles par les cadences infernales, la flexibilité, etc. Autant de raisons qui les poussent à se révolter. Ils peuvent toujours compter sur notre solidarité.



Samedi, 30.11. Dans les quartiers populaires à forte population immigrée, il y a de nombreux problèmes de racisme et de répression. Mais la plupart des gens ne voient qu'une chose: les problèmes de délinquance. On n'essaie jamais de prendre en compte le point de vue des jeunes immigrés. C'est pour comprendre cette réalité que le MML vous invite le samedi à participer à diverses actions avec des maisons de jeunes et à regarder ensemble le film "La Haine".



Samedi-soir, 30.11. Cette année, nous fêtons le 40e anniversaire de la mort de Bertolt Brecht. C'est le moment d'aller voir sa pièce "La Mère", le samedi soir à Liège. Le moment aussi de réfléchir au rôle de la culture dans notre société. La pièce de Brecht nous y incitera certainement.



Dimanche matin, 01.12, nous nous dégourdisons les jambes. Que pensez-vous d'un match de foot avec ceux que nous avons rencontrés la veille dans les maisons de jeunes? Pour eux, le sport est très important. Bon pour la condition, mais surtout chouette pour faire plus ample connaissance.



L'ambiance de lutte, comme on la rencontre toujours dans les actions et les manifestations sera au rendez-vous, nous vous le garantissons. N'oubliez donc pas votre bonne humeur et votre motivation. Avec des jeunes de tout le pays, confrontés aux mêmes mesures dans l'enseignement, nous échangerons des expériences de lutte, de répression et de victoire.



Infos pratiques

- Qui ? Toi et tous tes amis...
- Quand ? Du vendredi 29 novembre au dimanche 1 décembre.
- Combien ? Nous essayerons de ne pas dépasser les 2.000 F.
- Où ? Charleroi, Schaerbeek, Bruxelles, Liège, Dworp... Cela vous sera communiqué d'ici là !



Dimanche 01.12, nous participerons à la seconde journée du week-end de Médecine pour le Tiers Monde. (C'est en tout cas prévu pour tout le groupe, dans l'après-midi.) Débats sur le numerus clausus, les enquêtes sociales, la prostitution infantine, sur la traite des femmes et le lien avec l'impérialisme. Bien entendu, on terminera le week-end en beauté (nous ne savons pas encore comment, nous y réfléchissons, les idées sont les bienvenues). A bientôt !

11 novembre 96 : 1ère course pour la paix

Culture

1914. Ce fut le début d'une guerre sanglante entre les différentes puissances impérialistes pour le partage des colonies. C'est à la bataille de l'Yser que le plus grand nombre de victimes de toutes nationalités (Chinois, Espagnols, Belges, Italiens,...) sont tombées, victimes du nationalisme barbare.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, face à la poussée nationaliste qui touche la Flandre et la Wallonie, nous organisons la première course pour la paix afin de crier haut et fort: Non au nationalisme qui mène à la guerre comme en Yougoslavie! Cette course pour la paix s'inscrit dans

une initiative internationale lancée par *Proletären FF*, l'équivalent suédois de *Solidaire*. Depuis, une course est également organisée en Corée du Nord, en Palestine, à Cuba, en France et donc, maintenant, en Belgique. Si tu aimes courir, marcher ou si tu veux participer à un tournoi de

foot ou de volley contre le nationalisme, rejoins nous!

PS: une semaine plus tôt, un entraînement est organisé avec en invité... Anna Quirot, la championne cubaine du 800 mètres.

L'année 1996 verra célébrer le 40ème anniversaire de la mort de Bertolt Brecht. Ce sera l'occasion de revoir sa célèbre pièce "La mère", mais aussi de se pencher sur son oeuvre et le rôle de la culture dans notre société. Car la culture n'est ni apolitique ni innocente. Pas convaincu? Voyez "Beverly hills", qui cherche à chasser de notre esprit la misère populaire. Voyez

"Pocahontas", qui réécrit l'histoire du colonialisme et de l'impérialisme. A contre-courant, le MML vous propose une culture populaire engagée, par le biais de ses groupes de travail (à Liège, à Bruxelles, à Gand,...): théâtre, poésie, photo, DJ, lay-out, percussion, rai, danse, rock, ...

Bon, je remplis le bon. Génial, je m'engage!

*Vous voulez vous engager
Vous voulez savoir. Commandez...*

Complétez ce bon et renvoyez-le au MML, l'organisation étudiante du PTB, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, tél. : 02/513.77.60, compte n° 001-0590845-94.

Nom :

Adresse (domicile) :

Code postal: Commune:

Tél.:

Adresse (kot):

Code postal: Commune:

Tél.:

Age:

Ecole/unif:

Faculté/branche :

- Je désire être tenu au courant des activités du MML
- Envoyez-moi exemplaires du référendum sur l'enseignement
- Envoyez-moi le programme de "C'est du belge" (29/11, 30/11 & 1/12)
- Je désire plus d'informations sur Rebelle.
- Je désire plus d'informations sur les Pionniers, sur l'animation d'un groupe d'enfants

Je souhaite m'abonner

- à l'hebdomadaire *Solidaire*
- à la revue *Etudes marxistes*

Enseignement

- Je désire participer à la manif enseignement du 8 octobre à Charleroi avec le MML.
- Je voudrais discuter de ce qu'il est possible de faire concrètement à cette occasion.
- Je désire collaborer au référendum sur l'enseignement. Envoyez m'en exemplaires
- Je commande la brochure "Numerus Clausus, No way..." (20 F)
- Je commande le livre "L'école sacrifiée", EPO, 1996, 296 p. (698 F—20 % pour les commandes reçues avant fin octobre)
- Je commande le numéro d'*Etudes marxistes* "Pourquoi ils enterrent l'école démocratique..." (200F)

Groupe de travail juristes progressistes

- Je désire obtenir des informations sur le groupe de travail Juristes Progressistes
- Je désire participer à l'activité de lancement des Juristes Progressistes
- Je désire collaborer à la Ligne d'Alarme
- Je commande exemplaire(s) du dossier *Solidaire* sur les enlèvements d'enfants (40 F)

Groupe de travail Médecine pour le Peuple

- Je désire obtenir des infos sur le GT "Réalités sociales" (Médecine pour le Peuple)
- Je souhaite participer aux enquêtes sociales menées par le GT "Réalités sociales"

Groupe de travail Répression

- Je désire prendre part aux actions contre la répression. Tenez-moi au courant.
- Envoyez-moi exemplaires du tract sur le procès des deux leaders étudiants, qui se tiendra le 2 octobre à Louvain.
- Je désire participer à l'action de protestation du 2 octobre contre les poursuites judiciaires dont les étudiants font l'objet
- Je désire obtenir des informations sur le "Comité de la Trémie"
- Je commande la vidéo sur les violences de la gendarmerie lors de la manif de Liège (100F)
- Je commande l'ouvrage de Lénine «L'Etat et la révolution» (125 F)

Jeunes pour Objectif

- Je désire obtenir des informations sur Jeunes pour Objectif
- Je désire participer à la visite de Schaerbeek organisée par Jeunes pour Objectif
- Je commande pochette(s) d'Objectif 479.917 (affiche, autocollant, badge, BD — 100F)
- Je commande affiche(s) "Nationalité belge après 5 ans"
- Je commande mini-autocollants "Plus jamais le fascisme" (3 pour 1F)
- Je commande autocollants "Plus jamais le fascisme" (5F/pièce)
- Je commande affiches "Plus jamais le fascisme" (5F/pièce)
- Je commande affiches "We are not dangerous, We are in danger — Frontières ouvertes" (5F/pièce)

- Je commande le numéro d'*Etudes marxistes* sur la "fermeture des frontières et la fascisation des Etats européens" (200F)

Groupe de travail international (LAI)

- Je désire correspondre avec des jeunes du tiers monde ou d'Europe de l'Est
 - Bénin Sénégal Yougoslavie
 - Philippines Cuba Turquie
- Je désire obtenir des informations sur les voyages Contact & Culture
- Je désire être tenu au courant des activités du groupe de travail international (LAI)
- Je désire m'abonner à la revue *Solidarité internationale*
- Je désire obtenir des informations sur le 14e Festival international des jeunes qui se tiendra à Cuba
- Je commande poster(s) de Che Guevara (50F/pièce)
- Je commande autocollant(s) de Che Guevara (20F/pièce)
- Je demande tracts avec le programme de la commémoration du Che. (12 octobre)
- Je commande affiches de la commémoration du Che.
- Je commande l'ouvrage de Lénine "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (150F)

Groupe de travail Sport pour le Peuple

- Je désire participer aux activités de Sport pour le Peuple
- Je désire participer à l'organisation de la marche pour la paix de l'Yser le 11 novembre
- Je désire participer à la rencontre avec Ana Fidelia Quirot
- Je désire prendre part à la marche pour la paix le 11 novembre
 - à marcher km à courir km à parcourir km en rollerskate
 - à l'équipe de: volley football
 - à j'inscris personnes pour former ou compléter une équipe.

Groupes de créations artistiques

- Je désire participer au «Créa-groupe». Je suis intéressé par:
 - le lay-out la photo le dessin le bricolage les caricatures
- Je suis intéressé par les ateliers suivants: comme animateur comme collaborateur
 - théâtre vidéo DJ poésie
 - danse percussion rap/rock/rai
- Je m'intéresse au domaine culturel suivant:
- Je désire participer à l'atelier vidéo (Anvers et Gand)
- Je désire participer à l'atelier théâtre (Liège et Bruxelles)
- Je désire obtenir des informations sur le collectif Brecht
- Je désire devenir membre du club de livres d'EPO
- Je commande le numéro d'*Etudes marxistes* sur B. Brecht (200F).

Brochures, informations et autres. Je commande :

- la liste des livres antiracistes
- la liste des vidéos sur le racisme et le fascisme
- le discours du 1er mai sur le PS et son histoire (20 F)
- le «Petit livre rouge de l'anticapitaliste» (50 F)
- la brochure «Petrella engendrera-t-il un renouveau syndical? Une critique marxiste» (100F)
- la brochure "Fascisme et anticommunisme" (100F)
- la brochure "Non à l'Europe allemande" (100F)
- la brochure "L'Allemagne dans les années 30" (100F)
- la brochure "le trotskisme, au service de l'impérialisme" (100F)
- le "Manifeste du parti communiste" (Marx/Engels) (150 F)
- le livre "L'URSS et la contre-révolution de velours" (750 F)
- T-shirt Che Guevara (400F) (XL)
- T-shirt "Nie Wieder Fascismus" (400F) (XL)
- T-shirt "Etudier est un droit, pas un privilège" (400F) (XL)

- Je désire recevoir l'hebdomadaire *Solidaire* gratuitement pendant cinq semaines
- Je joins F (+ 30 F de frais de port) pour le matériel commandé
- Je verse F (+ 30 F de frais de port) au compte n°001-0590845-94

Vos données seront reprises dans la banque de données de MML, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles pour que nous puissions vous tenir au courant de nos publications et activités. En application de la loi sur la protection de la vie privée du 08.12.92, vous avez le droit d'obtenir communication des données vous concernant dans ce fichier ainsi que la possibilité de les corriger.

Ont collaboré à «Serve The People» :

Arnaud, Benjamin, Catherine, Christel, Christophe, Clo, Elisa, Geert, Germain, Ghislain, Gunnar, Hilde, Indra, Ivo, Jan 1, Jan 2, Jean, Joke, Jorre, Kris, Leen, Lieven, Lusn, Mao, Maurice, Mehdi, Olivier, P'ter, Raoul, Sarah, Sébastien, Sofie, Stéphanie, Yasmine, Walter, Ward, Wim.

Ne touchez pas aux pensions !

Démantèlement des pensions à l'horizon, les femmes devront travailler cinq ans de plus

La prétendue modernisation de la Sécurité sociale consistera essentiellement à démanteler la pension légale des travailleurs.

René Witteveen

Une note a été révélée qui dégage un certain nombre de pistes envisagées.

1. Report de l'âge de la pension.

Cette piste comprend deux volets. A partir de 2005, les femmes devront avoir terminé une carrière de 45 ans au lieu de 40 ans avant de bénéficier d'une pension complète. Et la pension anticipée pour les hommes et les femmes ne sera possible qu'après une carrière de 35 ans et elle sera de toute manière moins élevée qu'aujourd'hui.

A la demande de l'Europe, le mode de calcul de la pension pour les hommes et pour les femmes doit être égalisé. (1) A partir de l'année prochaine, le gouvernement retardera d'un an l'âge de la pension pour les femmes, et ce tous les deux ans, pour arriver à 65 ans en 2005. Cette mesure diminuera de 11 % la pension déjà très maigre de 13.000 francs par mois. Une mesure politique d'autant plus antisociale que 16 % des femmes seulement peuvent prétendre à une carrière complète de 40 ans. Quant aux hommes, seule la moitié arrive à une carrière complète de 45 ans. Il s'agit donc d'une mesure criminelle lorsque l'on sait que dans beaucoup d'usines, les ouvriers sont épuisés bien avant l'âge de 65 ans suite aux méthodes d'exploitation modernes. Dans de nombreux cas, ils sont licenciés par le patron et se retrouvent au chômage ou sont repositionnés jusqu'à l'âge de 65 ans.

Pour parvenir à la monnaie européenne capable de résister au dollar américain, la bourgeoisie tente de se débarrasser de ce qu'elle considère comme des dépenses superflues, notamment dans la Sécurité sociale. Mais pour les travailleurs, la Sécu est essentielle pour survivre dans ce système barbare.

Le PTB exige une pension complète tant pour les femmes que pour les hommes ayant une carrière professionnelle de 40 ans. Entre 55 et 65 ans, les hommes et les femmes doivent donc être libres de prendre leur retraite. Le calcul doit se faire en 40èmes tant pour les hommes que pour les femmes. Le report de l'âge de la pension à 65 ans à partir de 2050 ne rapportera que 20 milliards, parce que, suite à cette mesure, plus de gens resteront dans d'autres régimes de la Sécu.

2. Le démantèlement du coefficient de réévaluation.

Depuis 1975, le salaire minimum garanti a été introduit. Pour le calcul des pensions, les salaires touchés entre 1955 et 1974 sont adaptés, non seulement en fonction de l'index, mais également du niveau de vie qui a augmenté depuis lors. Cela signifie que pour



Action du Comité 532 contre les lois-cadres, sur les marches de la Bourse à Bruxelles.

les années 55 et 56, les salaires sont réévalués en les multipliant par 9. Ce chiffre est diminué pour les années suivantes pour arriver à 2,5 en 1974. En supprimant ce coefficient, une personne qui a travaillé au cours de cette période peut perdre jusqu'à 55.000 F par an (4.580 F par mois). (2) Les femmes sont à nouveau les plus touchées, car il n'existait pas d'égalité salariale légale à l'époque. Mais aussi les hommes qui durant cette période touchaient le salaire minimum : ils seront à nouveau frappés, cette fois dans leur pension.

3. Réduction des salaires "fictifs" pour les périodes assimilées.

Ils s'agit des périodes de maladie, de chômage ou de prépension. Actuellement, elles sont calculées sur base du salaire précédent. Les femmes ont à présent en moyenne 16 années assimilées, les hommes 15. Pour les ouvriers, ce nombre est encore plus élevé. Pour les femmes ouvrières, plus de la moitié de leur carrière est constituée de périodes assimilées. Ce salaire serait réduit à 75 % du plafond de 1,375 million de francs. Ce sont surtout les prépensionnés qui seront les victimes de cette mesure : 13 % des femmes et 18 % des hommes. (3)

4. Réduction des droits dérivés ainsi que de la pension des cohabitants.

Les veuves et les veufs peuvent bénéficier d'une pension de survie, même s'ils n'ont pas droit à la pension. Il s'agit d'un droit dérivé du droit à la pension du partenaire décédé, qui s'élève à 80 ou 75 % de la pension de ce dernier. Le SP proposerait de n'accorder qu'une pension de survie forfaitaire sans rapport avec le salaire du partenaire décédé. L'argument invoqué est que ces personnes, surtout des

femmes, n'ont pas contribué à la Sécurité sociale. Mais beaucoup de femmes d'ouvriers n'ont jamais eu l'occasion d'occuper un emploi. L'absence ou le manque de possibilités d'accueil des enfants constituait et constitue encore un obstacle à l'intégration des femmes dans la vie professionnelle.

Le CVP proposerait quant à lui de limiter l'octroi des pensions à une et demie par famille. Pour le moment, les deux partenaires peuvent obtenir une pension individuelle sur base de 60 % de leur salaire. La perte sera considérable pour les deux partenaires (de 7,5 % dans la meilleure hypothèse à 30 % dans l'hypothèse la moins favorable).

Les deux propositions visent à augmenter la sélectivité dans les pensions, principe déjà appliqué dans le domaine du chômage, où il existe déjà des allocations forfaitaires et basées sur la situation familiale et non sur base des droits individuels.

Le PTB défend le maintien des droits dérivés. Ils représentent un tiers du budget des pensions des

salariés. Compte tenu du fait que les femmes n'ont souvent pas eu l'occasion de construire une carrière professionnelle, cette mesure est une véritable régression sociale. Nous nous opposons également au démantèlement des droits individuels par l'introduction d'une pension et demie pour les cohabitants. Chaque personne qui cotise pour ses droits à la pension doit toucher une pension de 75 %, quelle que soit sa situation familiale.

5. Limitation de l'indexation des pensions ou de l'adaptation des pensions au niveau de vie.

Le plafond salarial de 1,375 millions de francs pour le calcul des pensions est uniquement indexé, de sorte qu'après 10 à 15 ans, la plupart des salaires auront dépassé ce plafond en fin de carrière. Ainsi, les pensions diminueront automatiquement et évolueront vers une sorte de pension de base. C'est la meilleure manière de miner le système légal et d'ouvrir la porte à la privatisation des pensions via le renforcement

des fonds de retraite privés.

Mais le gouvernement veut plus. Il veut supprimer l'indexation des pensions, ainsi que leur adaptation au niveau de vie. Ainsi, il commence par ne plus adapter le pécule de vacances en fonction du niveau de vie, mais uniquement en fonction de l'index : une économie de 10 milliards avant 2050.

Les attaques prévues contre les pensions sont particulièrement sévères et le gouvernement invoque comme prétexte le vieillissement de la population. Les propos de Robert Maldague, ancien président du bureau du Plan, indiquent bien qu'il ne s'agit que d'un prétexte : «N'exagérons pas l'importance du vieillissement. Certaines institutions financières l'ont fait pour justifier l'évolution des pensions extralégales qui coûtent évidemment cher. Ils ont même recouru aux services de professeurs d'université pour faire des prévisions démographiques stupéfiantes.» (4)

Les travailleurs ne se laisseront pas duper par certaines mesures qui ne servent qu'à adoucir la pilule, comme celle visant à rehausser la pension minimum, surtout après un travail à temps partiel ou d'autres formes de travail flexible. La semaine de 32 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires permet d'accorder aux chômeurs un travail valable à temps plein. Cette mesure et celles visant à faire payer 500 milliards par les riches permettent d'assurer la base du financement de la Sécurité sociale.

1. Votre pension est calculée sur base du salaire que vous avez touché durant votre carrière professionnelle. Ce montant est divisé par 40 pour les femmes et par 45 pour les hommes. 2. BBTk (Setca), Expresso, 6.96. 3. Le Soir, 10 septembre 1996. 4. Le Soir, 16 août 1996.

1.500 manifestants pour les pensions

Mille cinq cents permanents et délégués FGTB et CSC ont défilé devant Val-Duchesse pour défendre les pensions, notamment celles des femmes. Michel Nollet, président de la FGTB : «In 1921 — le 1er octobre ce sera exactement il y a 75 ans - nos prédécesseurs ont arraché la journée de huit heures. Croyez-vous que les conditions étaient meilleures à l'époque que maintenant ? Au contraire.

Montrons donc que nous sommes leurs dignes successeurs !» Réaction de plusieurs secrétaires CSC et FGTB : «Nollet a raison ! Il faut donc maintenant déclarer un jour de grève générale pour organiser une manifestation à cent mille. Ce serait un vrai coup de semonce. Chacun de nous ici est quand même capable de mobiliser au moins cent affiliés pour se battre pour un vrai programme !»

EN BREF

D'Orazio (Clabecq), candidat...

«Ce qu'il faut au sommet de la FGTB, ce sont des types comme le président de notre délégation» déclare Silvio Mara, porte-parole de la FGTB des Forges. «Jean Claude Van der Meer, n°3 de la FGTB après Michel Nollet et Mia Devits, passe bientôt à l'Interrégionale Wallonne. Nous présentons donc officiellement la candidature de Roberto D'Orazio au poste de secrétaire national».

Des délégués nous expliquent : «Face à toutes les attaques patronales et gouvernementales, il faut mobiliser les masses. Or, si quelqu'un à la FGTB a montré la volonté et la capacité de le faire, c'est bien Roberto. Au début de l'année, nous avons organisé la manif des 10.000, contre la menace de fermeture des Forges. Nous avons aussi été solidaires d'innombrables luttes d'autres entreprises. En présentant notre président, nous voulons donner un nouveau souffle au mouvement ouvrier.»

... secrétaire national FGTB

Les syndicalistes de Clabecq se sont toujours fermement opposés à toute division de la classe ouvrière. Ils se sont souvent rendus en Flandre pour soutenir des travailleurs en lutte. Ils ont accueillis des délégations de jeunes, d'enseignants, de travailleurs du tiers monde. Clabecq est également la première Entreprise sans racisme.

Silvio Mara : «Tous ceux qui veulent un syndicalisme de mobilisation des masses doivent bouger, rapidement, pour appuyer la candidature de Roberto. Il faut encourager un débat sérieux à la FGTB sur le type de syndicalisme dont les travailleurs ont besoin. Nous espérons bien recevoir un large soutien pour notre candidat !» C'est encore loin d'être gagné : à la tête de la FGTB, il y en a plus d'un qui n'aimeraient pas être dérangés par un D'Orazio...! (BD)

Grève à la prison de Namur...

Le personnel de la prison de Namur a fait grève durant quatre jours contre le manque de personnel. En pleine affaire Dutroux, la direction n'a pas apprécié. «Tout le monde est mobilisé, le roi et la reine, le ministre qui est sous le feu des questions de l'opposition, les enquêteurs qui travaillent jour et nuit et à la prison de Namur, on fait grève...», a déclaré le directeur-adjoint de la prison. Edouard Dumont, délégué CGSP : «Le cadre comprend un effectif de 105 surveillants. Or, nous ne sommes plus que 96. Plusieurs surveillants mutés, pensionnés ou décédés n'ont pas été remplacés.»

...où est incarcéré Nihoul

Une goutte a fait déborder le vase : la présence de Nihoul, Michèle Martin et Annie Bouty. E. Dumont : «Ils doivent toujours être accompagnés lors de leurs déplacements, ils ne peuvent avoir aucun contact avec les autres détenus. Qu'on nous donne le personnel nécessaire ! Humainement, on voudrait bien démolir des gens comme Nihoul. Mais nous sommes là pour garantir, comme l'a dit Gino Russo, qu'ils vomissent tout ce qu'ils savent et qu'on arrête les vrais responsables.»

La grève a payé : l'administration pénitentiaire a décidé la mutation définitive de trois gardiens plus trois supplémentaires durant l'instruction de l'affaire Dutroux. Mais ces mutations ne font que reporter le problème vers d'autres prisons. Un mouvement national serait nécessaire.



Les travailleurs de Boël ne sont pas disposés à laisser fermer le haut fourneau (visible à l'arrière-plan).

600 emplois menacés à Boël

«Il faut répondre méchamment»

Boël est en train de négocier la vente des usines de La Louvière à l'entreprise sidérurgique hollandaise Hoogovens. Plus de 600 emplois sont menacés.

Philippe Colin

Selon la délégation FGTB, qui a dévoilé le projet, Hoogovens rachèterait la majorité des parts à condition de pouvoir ne garder que le laminoir et le four électrique. Cela signifierait donc la fermeture de toute la filière fonte (haut fourneau, aciérie, coulée continue).

Il y a longtemps que Boël lui-même envisage de fermer la filière fonte qui ne rapporte pas assez à son goût. Comme le remarque un ouvrier, «il veut laisser faire le sale boulot par Hoogovens. Pour une entreprise étrangère, c'est plus facile de jeter tout le monde». De

nombreux travailleurs le disent : ce qui intéresse vraiment Hoogovens, ce n'est pas le laminoir mais la possibilité d'éliminer un concurrent et de reprendre son carnet de commandes.

Selon Boël, la recherche d'un partenaire est inévitable. Mais vu la crise en sidérurgie, toute alliance condamne des outils.

Lorsqu'on parlait de synergie entre Boël et Clabecq, c'était pour fermer la moitié des deux usines. Aujourd'hui, note un travailleur, «Hoogovens ne va pas reprendre notre haut fourneau alors que le sien ne produit pas à pleine capacité».

Boël remet ça, donc. En 94, il avait fallu une grève de plus de

deux mois pour empêcher la suppression de 1.000 postes. Depuis, le chômage économique est tel que les salaires sont loin en dessous de ce qu'ils ont pu être. «Avant, pour obtenir un crédit de la banque, c'était bien vu de travailler à Boël. Aujourd'hui c'est l'inverse».

«Il faut répondre méchamment», lance un ouvrier. Un autre estime «nécessaire de commencer une grève au plus vite car il y a actuellement de nombreuses commandes et il ne faut pas laisser au patron le temps de se retourner».

Selon un troisième, «une grève avec un petit piquet ne suffit pas, il faut occuper l'usine avec l'ensemble du personnel». Et pour beaucoup, l'unité avec le reste du secteur, également menacé, est primordiale. «En fait, ajoute un ouvrier, on devrait réagir en sidérurgie comme les gens ont réagi pour Julie et Mélissa».

Arrestations à Schaerbeek

«Nous avons tout juste commencé à diffuser des invitations pour le goûter de solidarité avec les familles d'enfants disparus, raconte un militant. Sept policiers nous ont alors interpellés à l'entrée d'une braderie, samedi après-midi.

Selon l'un, «parce que notre publication montre des photos de Mélissa et autres enfants disparus». Selon un autre, «car nous faisons de la propagande en dehors de toute campagne électorale». Après avoir protesté, nous avons été emmenés au commissariat.

Après une heure, un sous-officier nous reçoit. «C'est l'échevin Van Gorp qui a demandé à la police de vous éloigner. — Mais que nous reproche-t-on exactement ? — En effet, vous n'avez rien fait d'illégal...» Néanmoins, il nous somme d'arrêter notre propagande ! C'est ça la fascisation : la bourgeoisie bafoue ses propres lois pour réprimer les communistes et tous ceux qui osent dénoncer la Justice bourgeoise.»

...et à Charleroi

A Charleroi aussi, la police de Charleroi a verbalisé des militants du PTB pour «propagande interdite».

Personne ne pense à faire évacuer le ministre PS Di Rupo de l'écran de RTL quand il déclare sans gêne que le gouvernement va humaniser la Justice et toute la politique budgétaire. Pas de récupération politique tout ça... Mais quand le PTB réclame que les enquêtes aillent jusqu'au bout, on invoque le règlement communal qui interdit la vente de «fleurs ou de tout autre objet, sans autorisation préalable et écrite du bourgmestre».

Lundi, une militante a appris avec stupéfaction que ses numéros de Solidaire ont été saisis, sur ordre du bourgmestre, pour «diffamation» ! Le bourgmestre PS et consorts n'ont pas digéré la une, présentant les photos de la belle famille «socialiste», soustraites de leurs méfaits...

L'Assaut" devant le Tribunal

Leur chef Van Laethem est un militaire de carrière

Alice Bernard

Quatre membres du groupe «Assaut» vont être jugés pour l'agression commise contre des militants du PTB et d'Objectif 479.917. Les faits remontent au 22 mars 1992, à l'occasion de la première grande manifestation antiraciste en réaction à la percée électorale de l'extrême droite de novembre 1991. Devant la gare des Guillemins, des militants du PTB vendaient *Solidaire* et un groupe d'Objectif 479.917 y faisait signer la

pétition pour les droits égaux. Vers 12 heures, un commando de l'Assaut, dirigé par le militaire de carrière Hervé Van Laethem, s'est jeté sur les militants, a renversé le stand et aspergé les visages de trois collecteurs de signatures avec un spray lacrymogène. Fidèles à leur tactique du «hit and run» (frappez et fuyez), ils se sont enfuis dans la voiture qui les attendait un peu plus loin, moteur tournant... pour être interceptés ensuite par les gendarmes.

L'Assaut ne cache pas ses idées fascistes et appelle ouvertement à la violence contre les «gauchistes» et la «crapule immigrée». Le groupe, dont le nom rappelle les sections d'assaut (S.A.) nazies, fait l'éloge du Ku Klux Klan américain ainsi que des collabos belges et français lors de l'occupation allemande. Lors de la perquisition effectuée chez Van Laethem, les enquêteurs y ont trouvé une photo dédiée de Léon Degrelle. Cet individu est toujours sous-officier de l'armée belge. C'est

d'ailleurs à l'école des cadets qu'il a puisé ses idées et sa formation d'extrême droite. Le PTB exige l'interdiction des groupes fascistes et l'expulsion des fascistes de la police et de l'armée. Si vous voulez soutenir ces revendications et/ou suivre de près l'attitude de l'appareil judiciaire à ce sujet, sachez que l'audience est publique et se tiendra vendredi 20 septembre à 9 heures à la huitième chambre du Tribunal de première instance, au Palais de Justice de Liège (salle D2).

L'économie cubaine se rétablit

Cuba maintient l'économie socialiste planifiée

L'économie cubaine semble se remettre petit à petit de l'étranglement économique provoqué par l'effondrement de l'Union soviétique en 1989. Ces dernières années, des nuées de journalistes ont prédit la «fin imminente» du régime. Les réfugiés anticastristes à Miami ont annoncé «la fin du socialisme». Mais l'économie cubaine se rétablit. Un «miracle» socialiste ?

Jacques Kolf

La perte de son principal partenaire commercial, l'Union soviétique, a posé beaucoup de difficultés à la société cubaine. En quelques années, le Produit National Brut cubain (l'ensemble des richesses produites) avait chuté de 35 %. Les réserves en énergie avaient même diminué de 75 %. Le niveau de vie s'était effondré. On prédisait le même sort pour Cuba que pour les pays de l'Est et l'Union soviétique, suite à la réintroduction du capitalisme : chômage, misère, maladies... Mais ni la fin des relations avec l'URSS, ni les nouvelles lois des Etats-Unis sanctionnant le commerce avec Cuba ne sont parvenus à renverser le socialisme. Depuis 30 ans, les Etats-Unis soumettent l'île à un embargo. Ils viennent encore de le renforcer en votant la nouvelle loi Helms-Burton, qui prévoit des sanctions supplémentaires contre Cuba et ses partenaires commerciaux. Malgré cela, l'économie cubaine parvient à se redresser.

Mesures contrôlées

A cet effet, Cuba a réorganisé son économie de différentes manières. L'Occident a applaudi certaines de ces mesures, y voyant des étapes vers l'économie de marché. Ainsi, des marchés libres sont apparus pour les produits agricoles, la détention de dollars a été légalisée, le travail indépendant a été accepté à une échelle réduite. Mais en même temps, le monde capitaliste n'a cessé de dénoncer la lenteur avec laquelle l'Etat cubain «lâche son emprise sur l'économie». Ces critiques ne cesseront pas de si tôt, car Cuba ne compte nullement brader ses entrepri-



De massale invoer in lokale productie van fietsen moet de ernstige transportproblemen helpen verlichten.

ses et ses matières premières. Des investisseurs étrangers sont sollicités pour des secteurs bien déterminés de l'économie cubaine. Cuba a opté pour le maintien de l'économie planifiée propre au socialisme et pour la sauvegarde des acquis fondamentaux de la révolution : enseignement de haute qualité pour tous, soins de santé gratuits, sécurité sociale et participation de l'Etat à tous les niveaux.

Croissance malgré le renforcement de l'embargo

Cette année, le Produit National Brut (PNB) augmentera d'au moins 5 %, après une hausse de 0,7 % en 1994 et de 2,5 % en 1995. Après la chute brutale de 35 % en 1990 et compte tenu du contexte international toujours défavorable, ces chiffres sont remarquables. En effet, l'embargo empêche le pays d'accéder à des prêts via les organismes financiers internationaux, ce qui l'oblige à financer tous les investissements par des emprunts privés à court terme.

Grâce à une faible croissance de la population (par rapport aux autres pays du tiers monde), cette hausse du PNB est encore plus significative. Ainsi la hausse du PNB de 2,5 % en 1995 revient à une hausse de 2,2 % par habitant. La croissance globale du PNB pour l'ensemble de l'Amérique latine s'élevait cette même année à 0,6 %, mais cette légère hausse revenait à une baisse de 1,1 % par habitant, à cause de la forte croissance de la population. Il faut ajouter que les richesses sont mieux réparties à Cuba. Alors qu'au niveau mondial, la couche des 20 % les plus riches est 60 fois plus riche que le

groupe des 20 % les plus pauvres, ce rapport n'est que de 1 à 4 à Cuba.

Il faut observer enfin que cette hausse du PNB est réalisée sans inflation. Les prix des produits rationnés et ceux des produits vendus dans les magasins-dollars exploités par l'Etat restent stables. Les prix sur les marchés contrôlés ont même baissé. Le cours libre du peso cubain est passé de 150 pesos pour 1 dollar en 1993 à 22 pesos pour 1 dollar aujourd'hui.

La solidarité reste nécessaire

Malgré ce bilan positif, la vie demeure très difficile pour les Cubains. Les résultats actuels servent en premier lieu à redresser l'économie sur des bases solides. Bien que les prix sur les marchés libres aient baissé de 35 % et que l'offre y ait augmenté de 27 %, ils restent extrêmement élevés pour la majorité des Cubains. Mais la population commence à res-

sentir le résultat des efforts. On constate également que de plus en plus de représentants politiques américains reconnaissent l'échec de leur tactique d'étranglement. La loi Helms-Burton a encore renforcé cette stratégie. Elle vise au boycott par les Etats-Unis des entreprises qui entretiennent des relations commerciales avec Cuba. Mais les observateurs cubains déclarent que les Etats-Unis commencent à se rendre compte qu'ils feraient mieux d'abandonner cette stratégie (1). Leur but est toujours d'anéantir le socialisme cubain, mais si la nouvelle tendance parvient à s'imposer, les Etats-Unis changeront sans doute de cap après les élections présidentielles : ils adopteraient une politique d'ouverture économique liée à une stratégie d'infiltration et de subversion.

1. Fernando García Bielsa, El llamado "segundo carril": continuidad y discontinuidad de la política estadounidense hacia Cuba, Cuba Socialista, n° 1, La Habana 1996, p. 39-47.

Initiative Cuba socialista

12 octobre - ULB - Bruxelles

La nouvelle politique économique à Cuba — Vieilles recettes sous une nouvelle présentation ? — Quelles sont les mesures centrales dans les réformes économiques à Cuba ? — Les inégalités entre les différents groupes de la population se creusent-elles ? Comment le régime cubain compte-t-il sauvegarder le socialisme face à la voracité des multinationales ? — Différences et ressemblances entre les réformes économiques cu-



baines et celles du Vietnam et de la Chine ? Par Marc Van Camp, journaliste BRTN, spécialiste de Cuba et Marc Vandepitte, écrivain.

AGENDA

Anvers

Lundi 30 septembre, 20h

"Penseurs politiques africains. Le panafricanisme et le nationalisme africain. Nkwame Nkrumah", par Mohammed Hassan (Ethiopie). En anglais (traduction néerl./fr.) Infocentrum PVDA, Van Arteveldestraat 5, Antwerpen (près de la gare centrale). Org. : Ligne d'alarme antiraciste, Frontières ouvertes, Ligue Anti-impérialiste. Info : 03/366 05 69.

Charleroi

Mardi 24 septembre, 19h30

"Faut-il faire confiance à la gendarmerie et à la justice après l'affaire Julie et Mélissa ?" Débat avec F. Lyna, magistrate, J. Willems, journaliste à Panorama, H. Lerouge, journaliste à Solidaire, M. Graindorge, avocat. Salle "Pierre Harmignie", rue Léon Bernus 9, Charleroi. Org. : La Braise (071/35.79.30 ou 071/2.45.65).

Herstal

Mercredi 25 septembre, 20h

"Enfants du peuple ? La justice s'en fout." Débat avec Vincent Sauvage, avocat, Eddy Hosten, médecin, Stef Vanthuyne, médecin, et une psychologue de SOS Enfants. Clinique André Renard, Herstal. Org. : Médecine pour le Peuple. Info : 041/64.73.33.

Seraing

Mercredi 18 septembre, 19h30

"Justice pour Julie et Mélissa, pour que ça change !" Débat organisée par Médecine pour le Peuple, rue C. Lemonnier 112, Seraing. Info : 041/37 70 41.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

27 sept., à 20 h. En français. 100 F.

Peut-on faire confiance à la gendarmerie et à la justice après l'affaire Dutroux ?

Débat avec Francine LYNNA, Michel BOUFFIQUOIX, Jan WILLEMS & Herwig LEROUGE.

1er oct., à 20 h. En français. 100 F.

La lutte du peuple palestinien pour sa survie

Débat avec L. TABICH, Dr. DJEDALLAH & L. MATHY.

3 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Cuba - Haïti: une comparaison

Mario Edgard BEAULIEU, membre fondateur de MEN AN MEN - HAÏTI.

4 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Tentation génocidaire et réaction répressive au Burundi

Débat avec Marc MANIRAKIZA, Axel DE BACKER & Jean-Marie NACKERS.

5 oct., à 16h30. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Bart VONCK (néerlandoph.), Jean-Louis CROUSSE (francoph.) et Silvia VAINBERG (hispanoph.)

Musique: Johan DECLUS, guitare & vielle à la roue.

8 oct., à 20 h. En français. Entrée: 100 F.

Pour les 8 leçons: 600 F.
Pour les membres ACI: 500 F.
Ecole d'économie marxiste (1):

Le capitalisme

sortira-t-il de la crise ?

Jacques GOUVERNEUR expliquera les chapitres 7 et 9 de son livre «Les fondements de l'économie marxiste».

11 oct., à 20 h. En français. 100 F.

Les contrats de sécurité, nouveau mode de gestion des quartiers ?

Débat avec Mina NADI & Erik RYDBERG.

EN BREF

La Belgique dans la presse internationale

France

«Les Belges ont mal à leur Belgique. (Les affaires Dutroux et Cools) ont mis en lumière les fonctionnements erratiques d'une justice et d'une police minées par la corruption, le clientélisme et l'incompétence... La leçon vaut pour tous. Pour les Belges d'abord, qui doivent savoir qu'en démocratie, on a les hommes politiques et l'organisation de la société qu'on mérite... La Belgique n'est pas l'ex-Yougoslavie, mais les Européens devraient comprendre que se crée au coeur même du Vieux Continent une zone de vide. Sans lui donner de leçons, il leur faut aider le pays qui abrite la capitale de l'Union à résoudre une crise qui est peut-être la plus grave d'une histoire déjà chaotique.» (Jean de la Guérvrière, Le Monde, 10 septembre).
Ce même journaliste avait écrit le 27 août : «Que le minuscule Parti du Travail, à l'extrême gauche belge, utilise l'affaire Dutroux pour dénoncer la responsabilité du "monde capitaliste" ferait sourire dans un contexte moins dramatique.»

«Aucun de nos pays n'est indemne d'affairisme au plus haut niveau, de collusion maffieuse, d'affaires en tous genres. Mais dans ce petit pays où l'individualisme frondeur n'a pas engendré naturellement un pouvoir fort ni des institutions omniprésentes et puissantes, les affrontements et les déchirements qui ont conduit la Belgique d'un statut unitaire à un statut fédéral n'ont certainement pas contribué à renforcer l'Etat de droit.» (La Tribune, 10 septembre 1996)

Le Figaro plante le décor de l'affaire Cools. «Van der Biest savait qu'en ville, outre-Meuse et dans le centre, là où s'alignent les maisons à façades lie-de-vin aux fenêtres avancées, estompées par des voilages de Bruges, dans les brasseries aux tables de bois ciré et aux rideaux tirés, fleurant bon les moules de Zélande et la bière Jupiter (avec un T !), on ricanait... Fils et petit fils de mineurs venus des Flandres en Wallonie, Alain Van der Biest est hanté par les sacrifices des plus pauvres. A 20 ans, il entre au Parti socialiste, déjà un véritable cloaque, où s'affrontent des crocodiles coriaces... En juillet 92 Van der Biest m'interrogeait : "Regardez-moi ! Ai-je une tête de tueur ou de mafioso ?"» (10 septembre 1996)

Allemagne

«Il y a quelque chose de pourri en Belgique. Le pays est depuis des mois le théâtre d'événements effrayants et bouleversants. Des découvertes et des intrigues qui donnent l'impression qu'aujourd'hui Sodome et Gomorre se trouveraient au milieu du petit royaume entre Ardenne et Mer du Nord. Il semble que l'argent, l'avidité et la corruption ont pris le pouvoir dans la société.» (Die Welt, 10 septembre 1996)

Etats-Unis

«En raison notamment du grand afflux d'ouvriers italiens dans les mines de charbon et la sidérurgie en Wallonie dans les années cinquante, la Belgique est devenue une importante base de la mafia. Des membres de l'organisation criminelle italienne sont officiellement impliqués dans l'assassinat en 1991 de M. Cools, qui en savait apparemment trop sur le financement occulte du Parti socialiste.» (International Herald Tribune, 12 septembre 1996)



Le Parti Démocrate Croate, le Parti Démocrate de l'Action d'Izetbegovic et le Parti Démocrate Serbe de Karadacic prônent des régions ethniquement pures. Si la pression politique ne suffit pas, les armes parleront. Photo : soldats serbes à Sarajevo. (Berghezan)

Partage ethnique consacré

Bosnie : l'Otan prépare l'occupation permanente

Pour établir leur influence dans les Balkans, l'Allemagne et les Etats-Unis ont utilisé les forces les plus réactionnaires de l'ex-Yougoslavie, les fascistes croates et les intégristes bosniaques.

Serge Thiry

Après une guerre meurtrière, cette politique a abouti à une partition ethnique de la Bosnie, renforcée par les accords de Dayton et l'occupation de l'Otan. Les pays occidentaux ont libéré 47 millions de dollars pour l'organisation des élections législatives en Bosnie le 14 septembre (1) Le Parti Démocrate Croate (HDZ) mène campagne en se référant à "nos pères", les fascistes Oustachis du collaborateur nazi Pavelic : «Ils n'ont pas réussi en 41-45 à

créer la nation croate, notre génération le fera.» (2) Le Parti Démocrate de l'Action d'Alija Izetbegovic appelle à la guerre sainte (3) pour la libération de la Bosnie. (3) Les Etats-Unis ont consacré des milliards à l'armement et l'entraînement de cette armée. Le Parti Démocrate Serbe de Radovan Karadacic prône, lui aussi, une région serbe pure. Ces élections aiguiseront encore les contradictions, la guerre pourra à nouveau éclater à chaque instant. Selon Voker Ruhe, ministre allemand de la

Défense, l'occupation de l'Otan se poursuivra. Il a ajouté que les militaires allemands participeraient à l'occupation et assumeraient des tâches de combat. (4) Les 25 et 26 septembre, les ministres de la Défense de l'Otan discuteront de la prolongation de l'occupation, pendant deux ans, d'une force armée de 20.000 hommes en Bosnie, du stationnement d'une force d'intervention rapide dans un pays voisin. (5) De nouvelles interventions et de nouvelles guerres se préparent. La dissolution de l'Otan est une condition essentielle de la paix.

1. La Libre Belgique, 27 août 1996. 2. Ekspres, 10 septembre 1996. 3. NRC-Handelsblad, 26 août 1996. 4. Die Welt, 29 août 1996. 5. NRC, 27 août 1996.

Nid d'espions démantelé

L'Irak réplique aux tentatives de déstabilisation

Luc Vancauwenberge

Lors de son intervention dans la ville de Erbil au Kurdistan, l'armée irakienne a fait échouer une opération clandestine de grande envergure menée par la CIA, destinée à miner le régime irakien.

Les agents américains ont fui, mais au moins une centaine d'agents kurdes de la CIA ont été arrêtés. Des ordinateurs et une infrastructure complexe de communication par satellite ont été confisqués. En janvier 96, Clinton avait signé un décret secret permettant d'approvisionner en armes les mouvements d'opposition au gouver-

nement de Bagdad. (1) La CIA aurait consacré 600 millions de FB, rien qu'en 1996, à des opérations destinées à renverser Saddam Hussein. (2) A Erbil siégeait également le Congrès national irakien (CNI), principal rassemblement des opposants mis sur pied il y a quatre ans par les Etats-Unis. Le CNI participait aux travaux d'espionnage de la CIA. (3) Des centaines de ses collaborateurs ont déjà fui vers la Turquie, avec l'aide des Etats-Unis.

Les Américains ont subi une défaite cuisante que les menaces de représailles de Clinton ne pourront dissiper. L'Arabie

saoudite et la Turquie ont refusé que des avions américains décollent de leur territoire pour bombarder l'Irak. La Ligue Arabe a condamné toute attaque contre l'Irak.

Les Etats-Unis ont pu seulement envoyer des renforts militaires au Koweït. Mais la confiance n'y est plus. Même le Koweït a refusé le stationnement de cinq mille soldats américains supplémentaires.

Défaite américaine cuisante

Nombre de journalistes parlent de "l'arrogance" et de "l'hu-

Interdire les grèves ?

«Les grèves se font rares. Je pense qu'elles ne sont plus justifiées et que nous devrions essayer de les faire disparaître totalement, si nous le pouvions», a déclaré John Major, premier ministre britannique. Les ouvriers britanniques ne sont pas de cet avis. La Grande-Bretagne a connu cet été, pratiquement chaque semaine, des grèves de 24 heures à la Poste et dans le métro londonien. Plusieurs grèves ont également perturbé les chemins de fer. (Le Monde, 6 septembre 1996) Tony Blair, dirigeant du Parti travailliste a donné un coup de poignard dans le dos des syndicats : «La force des syndicats ne se mesurera pas en nombre de grèves, mais par le succès d'un travail commun avec le monde de l'industrie», a-t-il déclaré. (Le Monde, 13.09.1996)

Zapatistes contre guérilla

L'Armée populaire révolutionnaire (EPR) a lancé la guérilla dans six États du Mexique. Le commandant zapatiste Marcos, porté à bout de bras par les médias bourgeois, a écrit dans un communiqué adressé à l'EPR : «Nous n'avons pas besoin de votre appui. Suivez votre chemin et laissez-nous suivre le nôtre. L'appui que nous voulons, c'est celui de la société civile et des mobilisations pacifiques.» Il est ainsi sur la même longueur d'onde que le président mexicain Zedillo qui disait récemment au Parlement : «Nous n'admettons pas qu'au moment même où nous nous dirigeons vers l'établissement d'une véritable démocratie surgissent des mouvements d'une époque dépassée... Nous utiliserons toute la force de l'Etat pour lutter contre le terrorisme.» Zedillo a aussi déclaré qu'il excluait toute négociation avec l'EPR. (Le Monde 3 et 9 septembre 1996)

meur provocatrice" de Saddam Hussein, préparant ainsi l'opinion publique à accepter une nouvelle agression américaine contre l'Irak. L'intervention de l'armée irakienne au nord du pays était pourtant un acte de légitime défense, de sauvegarde de sa souveraineté. Les Etats-Unis survolent le territoire irakien tout en interdisant aux Irakiens de faire de même ! En tirant sur les avions américains qui survolent leur territoire, les Irakiens défendent leur indépendance.

1. Le Monde, 10 septembre 1996. 2. Le Soir, 9 septembre 1996. 3. Dagblad De Limburger, 9 septembre 1996.

Le mouvement communiste russe à la croisée des chemins

Déclaration du Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique (2e partie)

Les campagnes électorales ont aggravé les difficultés du mouvement communiste en Russie. Une série d'organisations du Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR) sont entrées dans le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Une discorde grave est apparue dans l'organisation de Moscou du PCOR.

Nina Andreieva *

On a essayé de faire échouer le deuxième congrès du Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique (PCBUS). Des mini-partis, s'appelant PCBUS, ont vu le jour. Ils se disaient adeptes de Ziouganov durant les élections présidentielles. Dans tout cet antibolchevisme criard, on reconnaît la main d'Eltsine et de Ziouganov.

Alexander Jakovlev, le cardinal décrépité de la gorbastroïka, s'est tourné vers Ziouganov, avec qui on peut toujours trouver un accord. Il a parlé de la nécessité d'une lutte impitoyable contre le bolchevisme et le stalinisme.

Vers la création d'un grand bloc bourgeois

Aujourd'hui, Ziouganov se montre prêt à collaborer avec Eltsine. Il cherche des moyens pour rester au centre de l'attention sociale. De pair avec Selezniou, il énonce les conditions de sa participation au gouvernement de Tchernomyrdine. Le "parti du pouvoir" se limite entre-temps à des "consultations". Ziouganov et les siens ont déclaré qu'ils exigeaient une position-clé dans le système bipartite, qui "se forme réellement en Russie". Dans ce but, le bloc électoral populaire-patriotique conduit par Ziouganov se reconstitue en Union de forces populaires-patriotiques. N. Richkov prépare le programme et les statuts de cette Union. Il établit les structures régionales et locales, et prépare le congrès de fondation. Le Parti communiste de la fédération de Russie (PCFR) est visiblement prêt à se dissoudre dans ce parti bourgeois ordinaire, formé à la hâte. La ligne actuelle de Ziouganov le démasque encore plus comme renégat, qu'aurait pu le faire une carrière de président. L'initiative de Ziouganov et des siens de former un parti bourgeois prétendu de "gauche" pourrait être soutenue par Ribkine avec son Conseil consultatif politique du président. Ce conseil veut rassembler tous les partis qui ont participé aux élections parlementaires. Si l'initiative de Ribkine réussit, Ziouganov aura comme tâche principale de "contrôler" toutes les promesses irréalisables d'Eltsine aux électeurs.

Dans la parade des dernières campagnes électorales, on a vu le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR, Victor Tioulkine), le Parti Communiste Russe - PCUS (A. Prigarine), le Parti

Russe des Communistes (A. Krioutchkov), la "Russie Travailleuse" (Victor Anpilov), appeler leurs partisans à voter pour Ziouganov. A cette occasion, ils ont posé un nombre de conditions, auxquelles Ziouganov n'a même pas prêté attention. Les partis du Roscomsoyou (Union des partis communistes russes) ont essayé en vain de se référer à Lénine : celui-ci aurait dit qu'il faut d'abord s'unir aux opportunistes, pour vaincre la grande bourgeoisie, et puis se prononcer contre les opportunistes.

La désastreuse participation aux élections

Il est connu que Lénine estimait qu'une condition préalable à toute alliance était l'acquisition d'une liberté illimitée de propagande parmi les masses. Les leaders du Roscomsoyou, qui ont soutenu Ziouganov, avouent maintenant qu'ils n'ont pu employer la tribune électorale pour effectuer une propagande pour le socialisme. Les adeptes de Ziouganov ne le permettaient pas.

La vie a encore prouvé la justesse d'une autre thèse de Lénine : le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie au moyen d'une campagne électorale. Dans ce cadre surgit la question suivante : était-ce correct pour les partis de l'opposition intransigeante de soutenir la candidature de Ziouganov ?

Les vaines tentatives d'Anpilov de "braquer" Ziouganov n'ont pas été profitables. Aujourd'hui, le PCOR se prépare à participer à l'Union des forces populaires-patriotiques. Il élabore les principes de sa participation. Les leaders du PCOR ne sont même pas embarrassés par la déclaration de Ziouganov, qui a dit que «les radicaux de gauche ne l'intéressent pas. Ils n'ont pas de finances et leur électorat est limité.» Le PCOR ne glissera-t-il pas dans l'abîme du PCFR ? Beaucoup de gens s'inquiètent.

Les dangers d'une unification précipitée

Une des conséquences de la formation d'un système politique bipartite bourgeois en Russie est la tentative de forcer l'unification des partis du Roscomsoyou dans un parti communiste de gauche. Selon nous, l'unification organisationnelle que propose le PCR-



Manifestation du Congrès des femmes en mai dernier à Moscou. «Les communistes doivent s'unir pour faire un travail authentiquement bolchevik au sein des organisations de masse des ouvriers, femmes, jeunes» déclare Nina Andreieva.

PCUS de Prigarine est prématurée. Elle ne profitera pas au mouvement communiste.

En premier lieu, le Roscomsoyou comme centre d'information et de coordination de l'opposition communiste n'a pas encore épuisé ses possibilités. Les partis du Roscomsoyou n'ont pas encore appris à organiser des manifestations et autres activités de masse communes. Les meetings se transforment souvent en "one man show", ou en propagande d'un seul parti. Aux manifestations des communistes, il faut présenter, selon nous, de façon argumentée, les positions des partis du Roscomsoyou, pour que chaque participant puisse déterminer sa place dans la lutte commune contre le régime.

En deuxième lieu, les partis du Roscomsoyou n'ont pas encore appris à travailler ensemble dans les organisations des femmes, des jeunes, des syndicats et autres. La concurrence des partis pour la direction des organisations sociales mène souvent à la division et à la désorganisation de l'activité de ces dernières.

En troisième lieu, dans toute la période de son existence, on n'a pas élaboré un seul document politique sérieux. Sans un tel document, on ne peut influencer la situation sociale. Dans l'étape actuelle, l'unification organisationnelle pourrait mener à l'intensification des luttes internes au sein des partis. Elle pourrait diminuer le nombre de membres et sympathisants de chaque parti.

En quatrième lieu, le nouveau parti unifié est conçu comme un nouveau bloc électoral. C'est une raison pour se tenir sur ses gardes. Par cette voie, les opportunistes pourraient de nouveau conduire le

mouvement communiste russe loin de l'organisation de la lutte révolutionnaire des masses. Et, en dernier lieu, le PCBUS fonctionne dans toutes les républiques de l'ancienne Union soviétique, et n'a pas le droit de renoncer à son statut qui couvre toute l'Union soviétique. Le PCBUS ne peut donc pas entrer dans un parti communiste unifié russe.

Sans démasquer et anéantir l'opportunisme, il est impossible de ressusciter le socialisme. Il faut élever le niveau idéologique et théorique des partis communistes. Il ne s'agit pas de savoir trouver des citations, mais de maîtriser le système complexe des idées politiques de Lénine et de son continuateur Staline. Il faut développer les idées de Lénine et de Staline dans les conditions concrètes de la Russie après la chute du socialisme. Ce sera l'aspect principal du processus de la bolchévisation du mouvement communiste sur le territoire de l'URSS. La bolchévisation oriente les communistes vers la classe ouvrière, la force motrice de la renaissance du socialisme. La bolchévisation leur indique précisément la tâche d'unir et d'organiser la classe ouvrière dans le feu de l'actuelle lutte des classes.

Pour un parti bolchevique

L'orientation principale de l'activité du PCBUS a été formulée par notre deuxième Congrès : «Il faut renforcer le lien avec la classe ouvrière, les collectifs de travail, les Soviets des ouvriers et les autres organisations prolétariennes. Il faut considérer la participation des

communistes à l'organisation de la lutte et des grèves comme le chemin principal vers la renaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets. Il faut aider les collectifs ouvriers à résoudre leurs problèmes concrets dans leur lutte pour survivre et protéger leurs emplois. Il faut les aider à nouer des liens avec d'autres grévistes et entreprises, avec les travailleurs agricoles, et à formuler les revendications économiques et autres. Il faut les aider à acquérir et à répandre des expériences dans le mouvement des grèves, à tirer des conclusions, à transformer les comités de grève en Soviets d'ouvriers, comme organisations de base du pouvoir des Soviets et début d'un double pouvoir. Il faut étudier l'opinion publique dans le milieu ouvrier, la situation dans les syndicats. Il faut arracher la classe ouvrière à l'influence des syndicats réactionnaires. Il faut élever la conscience de classe des ouvriers. Il faut attirer la paysannerie des kolkhozes et sovkhos pour soutenir la lutte des grèves des ouvriers de l'industrie et organiser l'aide aux grévistes et aux sans-emploi.»

Ce n'est pas la parlote parlementaire, ni les démarches du président dans l'intérêt de la minorité dominante des "nouveaux russes", qui peuvent assurer la survie du peuple. C'est seulement la lutte révolutionnaire des travailleurs pour leurs droits bafoués, qui peut faire renaître notre grand Etat - l'URSS.

* Secrétaire générale du comité central du Parti communiste des Bolcheviks de l'Union soviétique. Déclaration du 30 juillet 1996. Titres et introduction par notre rédaction qui a légèrement abrégé.

Des pistes gratuites pour les Rollerbladers !

Les jeunes ont besoin d'espace !

Cette page vous permettra de faire la connaissance de Bart, notre guide dans la salle de rollerblade d'Anderlecht. Vous pourrez le rencontrer au week-end de lancement de l'année Rebelle, ce week-end (voir ci-dessous). Ainsi que Johnny De Mot, un prêtre qui s'occupe d'aider les jeunes garçons prostitués de Bruxelles. On vous attend...

Bart Smits

Tout comme il existe des terrains de basket gratuits, nous exigeons des parcours gratuits pour les "rollerbladers". Beaucoup de jeunes ont dépensé toutes leurs économies pour s'acheter des rollers et voilà que l'on commence à limiter leur utilisation. Les rollerblades sont notamment interdits à Gand et à Louvain. C'est ainsi que le système fonctionne : les entreprises peuvent tout offrir et quand elles ont bien embobiné les gens, on interdit l'utilisation du produit vendu ! Les entreprises devraient être responsables des conséquences de l'utilisation de leurs produits, ce qui n'est jamais le cas.

Les jeunes ont besoin de plus d'espace, et pour cela, il faut de l'argent, qui ne vienne pas de notre poche mais bien des entreprises et des villes. Les rollerblades sont très chouettes. Jamais aucun sport ne s'est développé aussi vite et n'a suscité une telle passion. Il conviendrait de l'encourager au lieu de l'interdire. C'est pourquoi

nous exigeons que chaque commune construise un parcours gratuit où les jeunes rollerbladers pourraient faire des acrobaties, jouer au hockey ou tout simplement s'entraîner.

D'ailleurs, les skateboards sont eux aussi toujours "in" ! Ces parcours doivent évidemment être entretenus : l'unique parcours d'Anvers est en très mauvais état.

900 francs par jour pour patiner, qui peut se payer ce luxe ?

Des salles pour rollerbladers comme celle d'Anderlecht ou celle d'Anvers, Utopia, se font évidemment un fric bête. Il y a quelque temps, nous avions, avec quelques jeunes, construit des tremplins sur le parking du Delhaize à Hoboken. C'était devenu l'endroit à la mode, même pour les non-patineurs... jusqu'à ce que la police vienne l'interdire : nous faisons "trop de bruit" pour les riverains.

Aujourd'hui, il y a régulièrement des contrôles de police. La



Rentrez dans l'équipe de rollerblade de Rebelle !

Belgique devient un Etat policier. La répression est le meilleur moyen d'habituer les jeunes à la présence policière. Le gouverne-

ment n'a plus rien à offrir aux jeunes : pas de travail, pas d'enseignement convenable, pas assez de maisons de jeunes... Les jeunes issus de l'immigration se voient refuser l'entrée des discothèques. Ils traînent leur ennui dans la rue où ils sont harcelés et pourchassés par la police. Il n'y a donc jamais de solution, sauf d'accorder toujours plus d'argent pour toujours plus de flics. Certains jeunes vont donc sur des pistes privées, mais cette solution n'est pas accessible à tous, et surtout pas tous les jours. Ces pistes se trouvent au bout du monde et à moins d'avoir une auto, il faut trouver le temps d'y aller en transport en commun. Le droit d'entrée est souvent de 200 à 300 francs pour quelques heures. Ce n'est pas une sortie que l'on peut s'offrir tous les jours !

Bien sûr, s'il y a de l'argent à gagner, tout devient possible : le 1^{er} septembre, on a organisé à Anvers un grand événement pour les rollers, mais pour participer à toute la journée, il fallait payer 900 francs !

Le rollerblade, cela se pratique à l'extérieur, entre amis. Ne vous laissez pas chasser sans autre forme de procès par les patrons des grands magasins et la police. Rejoignez l'action ! Cette année, Rebelle compte mettre sur pied des équipes de rollerbladers dans différentes villes, comme à Anvers, par exemple (STAR - Stunt Team and Action on Rollerblades). Et à Louvain, Rebelle a déjà lancé une pétition pour un parcours gratuit.

Ce doit être un malentendu...

Tu n'es pas encore inscrit au week-end de lancement de Rebelle ? Vite, un stylo !

Rebelle

Pourquoi rater cette occasion de revoir tous tes copains, de goûter dès à présent à toutes les activités prévues pour cette année, de recharger tes batteries d'idées révolutionnaires, ou... de rencontrer Rebelle pour la première fois ? Dépêche-toi donc de remplir ce bon.

Quand ? Du samedi 21 septembre à 9 heures au dimanche 22 septembre à 16 heures.

Où ? A l'auberge de jeunesse Nihon, Rue de l'Eléphant, Bruxelles (à la gare Centrale, prendre le métro direction Heizel ou Bizet. Descendre à la station Comte de Flandres)

Prix ? 1.000 F. (tout compris)

Que faut-il emporter ? Un duvet et des vêtements de sport.

Programme

- samedi matin : visite du centre de jeunes Adzon, une asbl qui s'occupe d'adolescentes prostituées.

- samedi après-midi :

- rollerblade dans la salle d'Anderlecht



- sports de combat dans un centre sportif bruxellois

- le théâtre Rebelle de Charleroi nous présentera "la femme juive" de Brecht

- dimanche matin :

- Action de protestation contre la gendarmerie qui n'a rien fait pour les enfants enlevés et fait tout pour protéger les riches. Vente de cartes

- postales dans les quartiers ou action d'éclat sur les rollerblades au "scatehappening" à Hofstade !

- dimanche après-midi :

- rencontre avec le "Che" au travers des témoignages de Julien, Julie, Thomas... qui reviennent d'un séjour à Cuba cet été.

- rencontre avec le père des enfants enlevés Kim et Ken; témoignage de

Je viens au week-end !

Nom et prénom :

Rue et n° :

Code postal et commune :

Age :

Ecole :

Je m'inscris pour le week-end de rentrée de Rebelle.

Je veux être tenu au courant des activités de Rebelle dans ma région.

Envoyez-moi des infos sur le voyage des jeunes à Cuba en juillet 1997

Je commande :

le dossier Solidaire sur les enfants disparus (50 F)

... le set de cartes (10 F, à envoyer aux parents des enfants)

... ex de l'affiche "Enfants du peuple" (50 F)

... ex de l'affiche "Stop à la violence raciste" (50 F)

... ex du papier à couvrir antiraciste (50 F)

... ex de la liste de bouquins alternatifs

Renvoyez ce bon à Rebelle, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Tél. 02/513.10.95.

Jamal, écolier, arrêté lors du mouvement dans l'enseignement à

Liege, acquitté par le tribunal et actuellement à nouveau poursuivi !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Pilule amère

A juste titre, *Solidaire* (7 août) dénonce les nouvelles attaques du gouvernement contre les travailleurs et les malades. Frans Van Acoleyen dévoile que la réduction des prix des médicaments (2 % en juin et 4 % en octobre) est une escroquerie. Les entreprises pharmaceutiques compensent cette diminution par une augmentation de leur chiffre d'affaires. En effet, la diminution de prix ne s'applique qu'aux médicaments remboursés. En outre, la plupart des médicaments seront remplacés par de nouveaux, qui coûteront plus cher dans quelques années. Mais j'ai découvert que la tromperie va encore plus loin. Moi-même gravement malade, je prends le médicament Valtran. En 1995, je payais 504 F pour une boîte. A partir de fin 1995, j'ai payé 514 F. L'ancien prix était caché par une étiquette : une augmentation de 2 % ! La boîte achetée en juin 96 ne m'a à nouveau coûté que 504 F : une réduction de 2 %. Ainsi, les firmes pharmaceutiques ne perdent rien : elles avaient augmenté leurs prix juste avant la réduction !

M. J. R.
Bruxelles

Syndicalisme de combat

Je travaille depuis quelques mois comme intérimaire dans une petite entreprise. Le salaire est très bas. Si je tiens compte de tous les frais de déplacement et d'entretien de ma voiture, je gagne un peu plus que mon allocation de chômage. Au départ, la durée de travail avait été fixée à une semaine, et le salaire horaire était de 380 F/heure. Ensuite, le

patron m'a dit qu'il me garderait plus longtemps que convenu, mais à une condition : diminuer mon salaire à 350 F/heure. J'ai dû négocier avec lui pour arriver à 360 F/heure, comme si 10 F de moins allaient provoquer la faillite. Je dois travailler à ce salaire pour 1) garder mon emploi et 2) en solidarité avec les autres intérimaires. En plus, les conditions de travail sont très mauvaises. Les toilettes ne conviendraient même pas à des animaux !

Récemment, il y a eu un incendie dans l'atelier, provoqué par un ouvrier qui soudait dans la cabine de peinture. En effet, la cabine possédait une hotte aspirante et le patron a donc proposé à l'ouvrier de souder sous celle-ci. Le patron sait très bien qu'il faut des "aspirateurs" pour les soudeurs, sinon la peinture se propage dans tout l'atelier et les ouvriers ont du mal à respirer. En plus, le patron a eu l'audace de dire que grâce au jet d'eau que nous avions utilisé pour éteindre l'incendie, la hotte avait été nettoyée, ce qui aurait normalement dû être fait depuis des années.

Tout cela pour en conclure qu'il faut se battre contre ce système d'exploitation, convaincre la classe ouvrière que le socialisme est l'avenir. Le capitalisme essaie de diviser la classe ouvrière, dans son propre intérêt, mais celle-ci s'unira davantage chaque année.

Un ouvrier
Mons

Sont-ce les radars qui tuent ?

J'ai trouvé ceci dans *Le Soir* du 12 septembre au moment où les avions américains bombardaient à nouveau l'Irak... «Saddam Hussein est apparemment d'humeur provocatrice. Ses radars ont visé (sic) des F-16 américains; un Mig aurait tenté une brève incursion (sic) dans la zone interdite...» Voilà vraiment le monde mis à l'envers ! Que se passe-t-il en

réalité ? En violation de tout droit international, Washington tente de déstabiliser l'Irak. Et pour cela, Clinton décrète que ce pays ne pourra plus envoyer ses avions au-dessus de son propre territoire. Puis, des avions US violent cet espace aérien irakien. Mais, au lieu de les présenter pour ce qu'ils sont, à savoir des agresseurs, *Le Soir* ose écrire que... l'Irak aurait tenté une incursion au-dessus de son propre territoire. Tout est fait pour semer la confusion dans le public. Et *Le Soir* réserve le terme agressif ("viser") aux... radars irakiens ! Pourtant, ceux-ci n'ont fait que repérer des avions intrus. Depuis quand, journalistes complices, sont-ce les radars qui tuent ?

C.C.
Liège

La Tunisie, pays proche... de la dictature

La Tunisie semble bien douce pour les quatre millions de touristes qui la visitent : soleil, plage, hôtels luxueux. Mais ce n'est pas la vraie Tunisie. J'ai vécu trois semaines dans un quartier populaire de la banlieue de Tunis. J'ai vu les difficultés des familles à boucler le budget, les jeunes sans travail, le désintérêt des autorités pour l'aménagement des quartiers, alors que tout est mis en oeuvre pour le tourisme.

J'ai vu aussi les portraits du président Ben Ali partout, dans les commerces, les souks, les rues; les policiers mitrailleuse au poing à tous les carrefours. Je me suis demandé: quel est le vrai visage de la Tunisie ?

J'ai trouvé les réponses en rencontrant par hasard un avocat défendant les prisonniers politiques. Il m'a expliqué que Ben Ali (ancien patron de la sécurité militaire) gouverne par la terreur. La presse est sous son emprise totale, aucun journal étranger n'entre dans le pays. J'ai également lu une photocopie clandestine d'un article du

Monde diplomatique (juillet 96) : «Ben Ali rêve de faire de son petit pays le Singapour de l'Afrique du Nord. Libéralisme rime donc avec autoritarisme». Il dénonce la répression contre les opposants du régime, qu'ils soient islamistes, communistes, sympathisants de tout autre formation de gauche ou parti d'opposition démocratique. Mes amis me disaient de même : le pouvoir profite de la peur du FIS, parti islamiste agissant dans le pays voisin, l'Algérie, pour arrêter, torturer et emprisonner toute personne dérangeante. Ils m'ont montré à Bizerte les prisons gorgées de prisonniers politiques, les commissariats de police où les familles attendent des nouvelles des leurs, disparus, et sont battues. Dans chaque commissariat, il existe une pièce réservée à ces usages. Les quartiers populaires sont surveillés par des indicateurs, des habitants ordinaires qui reçoivent des avantages matériels.

Le racket est une "coutume" courante des policiers vis-à-vis des petits commerçants. Si ces derniers ne veulent pas payer les amendes ou donner une partie de leurs marchandises, ils sont tabassés ou arrêtés. Et pas moyen de porter plainte car c'est la parole d'un paysan contre celle toute puissante du gardien de la paix. Pour les militaires, de grandes fêtes sont organisées régulièrement. Ils jouissent de privilèges financiers et autres. Tous les Tunisiens le savent mais personne n'en parle.

Pourtant, la situation de la population devient de plus en plus difficile — la délinquance et la prostitution apparaissent dans certains quartiers. Celle-ci ne pourra plus contenir indéfiniment sa colère. Conclusion du *Monde diplomatique* : «Toute dictature n'a-t-elle pas le don de fomentier inévitablement la résistance des citoyens ?» Je voudrais formuler deux demandes : un mot de sympathie à ceux qui luttent en Tunisie serait un vrai réconfort pour eux (envoyez-le à la rédaction de *Solidaire*). Et lorsque vous partirez en voyage, ouvrez bien les yeux et les oreilles. Vous découvrirez

inévitablement un autre pays que celui qui est étalé dans les pages glacées des brochures.

Josiane Horriou
Liège

Maliens de 1944, Maliens de 1996

Parmi les sans-papiers de l'église Saint Bernard à Paris, beaucoup de Maliens. Plusieurs d'entre eux viennent d'être déportés par charter. Un lecteur du *Monde* (1.9.96) écrit à ce sujet... «Serait-il utile de rappeler aux jeunes générations qui n'ont pas connu la deuxième guerre mondiale que les Maliens ne sont pas des étrangers comme les autres ? Nous avons vu beaucoup de ces Maliens en France en 1944-45. Avaient-ils des papiers ? Ce qui est certain, c'est qu'ils portaient l'uniforme de l'armée française. Pour bon nombre d'entre eux, c'est le dernier vêtement qu'ils aient porté ici-bas.

Il ressort qu'alors les autorités n'avaient pas considéré leur venue comme indésirable, tout au contraire : que dis-je, on s'est mis en quatre pour les faire venir. En 1943, il n'y avait pas un enthousiasme débordant au Mali (alors Soudan français) pour retourner guerroyer en métropole (beaucoup étaient partis en 14-18, beaucoup moins étaient revenus, et pas très enthousiastes). Qu'à cela ne tienne ! La gendarmerie coloniale suppléa à ce déficit d'enthousiasme en organisant dans la brousse des rafles de jeunes Noirs, dans les meilleures traditions de la traite, et en amenant des "volontaires" enchaînés ou menottés. Ce n'est pas à Vincennes, naturellement, mais à Bamako ou autres lieux qu'ils se retrouvèrent revêtus de l'uniforme national, en attendant de se retrouver sur quelque plage de Provence en août 1944. Ah, comme on les aimait en ce temps-là ! R. Visocekas.»

C. D.
Bruxelles

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Sans-papiers : élan européen

Appel à l'action le 28 septembre, dans toute l'Europe

Les sans-papiers en France se rendent aux usines et cherchent à mieux collaborer avec les syndicats. Ils dénoncent la politique européenne à l'égard des étrangers et appellent à l'action dans tous les pays européens le samedi 28 septembre.

Eddy Maes

Les sans-papiers suscitent une grande solidarité. Le gouvernement français qui avait placé quatre occupants sur un charter en destination du Mali s'est vu obligé par la suite de libérer presque tous les occupants. « Cette sympathie, les occupants l'ont obtenue grâce à leur détermination, mais aussi parce que leur action a donné un visage au problème des sans-papiers ». C'est ce que déclarait Kamal Cissé de "Droits Devant", l'une des neuf organisations qui soutient les 300 activistes depuis le mois de mars. Le 6 septembre, il a pris la parole au Centre International de Bruxelles à l'invitation de l'asbl Frontières Ouvertes.

L'occupation de l'église Saint-Bernard a permis aux Français de découvrir, via les médias, la situation concrète dans laquelle vivent des familles entières. Les statistiques sont ainsi devenues des hommes en chair et en os qui interpellent chacun : « que feriez-vous si vous étiez à ma place ? »

Convaincre les ouvriers

Un sondage du journal *Le Monde* montre que malgré la solidarité pour les sans-papiers, la majorité des Français est toujours favorable à une politique sévère à l'égard des étrangers. Pour renforcer la lutte contre cette politique, les militants comptent se rendre aux usines et établir des contacts plus étroits

avec les syndicats. Les jeunes chômeurs, les sans-abri et les syndicalistes de gauche s'inspirent de la lutte des sans-papiers. Pour eux aussi la crise du capitalisme est insoutenable. Les jeunes chômeurs ne touchent aucune allocation avant l'âge de 25 ans. L'attitude conséquente des sans-papiers qui disent "nous n'acceptons plus l'exclusion" est aussi la leur.

Ainsi, un comité de chômeurs de la CGT-Paris 17ème écrivait : « Il n'existe qu'un seul monde, c'est le monde du travail. Il n'y a qu'une seule lutte, c'est la lutte de classes, il n'y a qu'un seul ennemi, c'est le capital. »

Briser la logique des frontières fermées

L'attitude radicale et la détermination des militants est le fondement de la solidarité des autres groupes de travailleurs. Les sans-papiers maintiennent une revendication claire : "Papiers pour tous." Ils rompent la logique bourgeoise selon laquelle "nous ne pouvons pas supporter la misère du monde entier", comme disait le socialiste Rocard. (1)

Le comité de soutien des sans-papiers exprime sa position comme suit : « Le pillage colonial, l'exploitation des ressources de l'Afrique et l'oppression politique les ont contraints à quitter leur pays. La précarité et l'humiliation quotidiennes leur sont devenues insupportables. Ils ont décidé de



L'attitude radicale et la détermination des sans-papiers est le fondement de la solidarité des autres groupes de travailleurs.

lutter au grand jour pour obtenir des papiers et vivre debout.» Toutes les tentatives visant à les diviser, toutes les propositions du gouvernement de règlement au cas par cas ont été rejetées.

Les sans-papiers ont décidé d'élargir leur action à l'ensemble de la politique européenne en matière d'immigration. Le traité de Schengen est une matière européenne et les gouvernements de l'Union européenne accordent leurs politiques de l'immigration.

Ils appellent donc à ce que des actions soient menées dans toutes les capitales européennes au moment de leur manifestation du 28 septembre à Paris.

L'asbl Frontières Ouvertes répond à cet appel et organise un action devant l'ambassade de France à Bruxelles.

Frontières Ouvertes soutient les sans-papiers

Une manifestation est prévue le 28 septembre à Bruxelles, à 15 heures devant l'ambassade de France, au coin du boulevard du Régent et de la rue de la Loi. Mots d'ordre : "Soutien à la lutte des sans-papiers", "Non à la loi Vande Lanotte".

Cette action de Frontières Ouvertes marquera le début d'une campagne pour le retrait de la loi Vande Lanotte. Avant les vacances, un large éventail d'organisations a lutté contre cette loi. Ce n'est que sous de fortes pressions du président du SP Tobbacq et du premier

ministre Dehaene que la loi a été approuvée sans modifications de la part du parlement. Conséquences : de nouveaux centres d'asile ont ainsi été créés à Kapellen et à Rixensart. De plus en plus de familles de réfugiés sont privées de l'aide que leur accordait le CPAS. Certaines familles n'ont plus aucun revenu depuis plusieurs mois. Renseignements : Frontières Ouvertes, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02/245.84.11, de préférence le mercredi entre 9 et 13h).

Pas d'apartheid dans le foot anversois !

Coup de sifflet pour une mesure raciste

Dirk, Patrick

Fin août, lorsque le calendrier de la Arbeidersvoetbalbond (AVB - Fédération anversoise du football ouvrier) a été rendu public, on s'est aperçu qu'en troisième division, toutes les "équipes immigrées" avaient été rassemblées dans une série distincte. Grâce à la réaction rapide de toutes les équipes, soutenues par Objectif 479.917, cette mesure raciste a été retirée. Le conseil d'administration de l'AVB avait cédé à la pression de quelques équipes qui auraient refusé de jouer à nouveau contre des "équipes d'immigrés", suite à des incidents la saison dernière. En concertation avec les clubs, Objectif 479.917 a immédiatement publié un communiqué de presse soulignant la responsabilité de

tous les partis bourgeois : ils entretiennent un climat raciste en refusant d'accorder l'égalité des droits aux immigrés. Et ils donnent aussi le mauvais exemple : pendant le match Belgique-Turquie, le ministre socialiste Vande Lanotte a introduit l'apartheid dans les tribunes. Le Bloso (équivalent flamand de l'Adeps), la centrale socialiste de la politique sportive, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ont réagi avec indignation.

La Vlaamse Arbeiderssportcentrale (VASC - Centrale flamande du sport ouvrier) écrit : « Le mouvement sportif ouvrier a vu le jour il y a un siècle pour que les "parias" de la société profitent des bienfaits du sport et du jeu. Va-t-elle, elle ou une de ses composantes, renier ses origines ? »

Encouragé par ces réactions, Objectif a décidé de passer à l'action et de faire entendre sa protestation lors du lancement de la compétition, le dimanche. Ils étaient septante à se diriger vers les terrains de foot du Peerdsbos, avec un grand calicot : « Pas d'apartheid dans le sport ». « Il y a quelques années, le monde entier s'est réjoui de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. Maintenant, il est introduit à Anvers, pire, dans la fédération ouvrière de football. Pour nous, la compétition ne peut pas vraiment commencer tant que l'apartheid n'est pas résolu », déclarent-ils.

Un accord a été conclu avec l'arbitre. Pendant les cinq premières minutes de la seconde mi-temps, les militants d'Objectif ont pu "occuper" le terrain et engager

le dialogue avec les joueurs. Bon nombre d'entre eux se connaissent déjà pour avoir joué les uns contre les autres. Et les dirigeants des deux équipes "belges" ont fait preuve de beaucoup de compréhension.

Le groupe de manifestants s'est ensuite rendu au secrétariat de l'AVB, à Deurne, où, malgré les intimidations de la police, ils ont obtenu un entretien avec le secrétaire. Le mardi soir, le conseil d'administration de l'AVB décidait de retirer sa mesure raciste.

Le sport soude les travailleurs

Un précédent dangereux a ainsi été étouffé dans l'oeuf. « Ce n'est pas un secret que quelques autres

fédérations sportives, même en dehors du football, observent actuellement avec intérêt quelle solution va être trouvée dans ce conflit », écrit la *Gazet van Antwerpen*.

Pour les centaines de joueurs de l'AVB, la solution est positive. Le sport soude les travailleurs, et pas seulement pendant un match : après, ils se retrouvent aussi entre amis.

Les éventuels problèmes de racisme et de violence sur et autour des terrains peuvent se résoudre par le dialogue et la concertation. A cet effet, Objectif 479.917 organisera, le 27 septembre, avec les différents clubs et l'AVB, un débat : « Comment aborder le racisme dans le sport ? » (En néerlandais, au Groene Waterman, Wolstraat 7, 3000 Anvers, 20 h)